




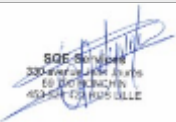
PGCSPS

Opération de niveau : 2

Travaux routiers / autoroutiers
Réfection des couches de chaussée supérieure à 20 000 m²
sur le secteur de Lille - Marché 2025 à 2028
A25 - RN41 - RN227 - RN356
DISTRICT LILLE

PGC marché : chaque opération donnera lieu à phase de conception spécifique, celui-ci étant dédié à l'appel d'offre



Coordonnateur SPS :	Maitre d'ouvrage :	Maitre d'œuvre :
		
SQE SERVICES 330 Avenue Jean Jaurès 59790 RONCHIN	DIR NORD 44 Ter rue Jean Bart CS 20275 59019 LILLE CEDEX	DIR NORD / SIR OUEST 10 place Salvador Allende - CS 40424 59650 VILLENEUVE D'ASCQ CEDEX
<ul style="list-style-type: none"> o Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de la loi du 31/12/93 et du décret d'application du 26/12/94. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage o Art L.4532-6 du code du travail : L'intervention du coordonnateur CSPS ne modifie ni la nature, ni les responsabilités qui incombent aux entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé. Le coordonnateur a été nommé en phase conception de l'ouvrage o Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation des travaux qui les concernent (Déclarations d'intention de travaux, demande d'arrêtés municipaux et exploitants, autorisations concessionnaires, demandes des diagnostics Amiante, HAP, plomb ...) 		
Version(s) :		
Indice :	Date :	Rédacteur(s) :
A	24/05/2024	Mr DEDRYVER JULIEN
		

Le présent PGCSPS est établi préalablement à l'élaboration du DCE

- o Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé n'est pas du document figé, il sera modifié autant de fois que nécessaire au fur et à mesure des aléas de l'opération et de son avancement.
- o Ce PGCSPS est établi à partir de la visite préalable, des diagnostics et des renseignements fournis par la maîtrise d'œuvre & la maîtrise d'ouvrage lors de la conception ;
- o En matière de sécurité et de protection de la santé les entreprises ont une obligation de moyen mais aussi de résultat ;
- o La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais ;



PREAMBULE :	3
AVIS AUX INTERVENANT(S) ET CONTRAINTES D'EXPLOITATION :	5
COORDONNEES IMPORTANTES LIEES A LA SECURITE DU CHANTIER :	6
VISA(S) :	6
1 - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF COMPLETANT LA DP :	7
2 - MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
3 – LES MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT	36
4 – LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC LES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE, A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER	42
5 – MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT	43
6 – LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE.	44
7 – COVID-19 SYMPTOMES ET PERSONNELS A RISQUE ELEVE	45
8 - QUE FAIRE SI UN SALARIE DECLARE LES SYMPTOMES OU EST DEPISTE POSITIF AU COVID-19 SUR LE LIEU DE TRAVAIL	46
9 - MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	47
ANNEXE 1 : HYGIENE ET SECURITE INSTALLATIONS PROVISOIRES DE CHANTIER	48
ANNEXE 2 : EXEMPLE FICHE DE SECOURS ET D'EVACUATION (A AFFICHER DANS LA BASE VIE)	49
ANNEXE 3 : FICHE D'HARMONISATION DU PPSPS	50



DIR NORD

Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE

AUDIT-CONSEIL – FORMATION – COORDINATION SPS – EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE

Préambule :

Niveau du chantier en objet du présent PGCSPS : à définir pour chaque opération

Effectif moyen estimé (en hommes)	
Durée du chantier (en mois)	
Jours ouvrés par mois pris en compte	22

Soit : **(*22) * = 0 hommes jours** sur la totalité de l'opération, il s'agit donc d'une **opération de niveau 2**

Missions du coordonnateur SPS :

Phase Conception :

- Ouverture du Registre Journal de coordination (RJ) **(R.4532-38 à R.4532-41)** ;
- Visite sur site avec le MOA / Exploitant / Chef d'établissements impactés par les travaux ;
- Elaboration & mise à jour du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) pour les opérations de niveau I & II **(L.4532-8 & R.4532-43 à R.4532-51)** ;
- Elaboration & mise à jour du Plan Général de Coordination Simplifié en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSSPS) pour les opérations de niveau III présentant des travaux à risques particuliers **(L.4532-8 & R.4532-52 à R.4532-55)** ;
- Elaboration & mise à jour du Dossier d'Interventions Ultérieures sur les Ouvrages (DIUO) **(L.4532-16 & R.4532-95 à R.4532-98)** ;
- Aide à l'établissement de la Déclaration Préalable (DP) pour les opérations de catégorie I & II **(L.4532-1 & R.4532-2 à R.4532-3)** ;
- Définition des sujétions relatives à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques ;
- Passage de consignes et la transmission des documents au coordonnateur de la phase réalisation de l'ouvrage lorsque celui-ci est différent ;

Phase Réalisation :

- Organisation entre les entreprises (y compris sous-traitantes) de la coordination de leurs activités, les modalités de l'utilisation en commun des installations, matériels et circulations, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en santé et sécurité au travail ;
- Réalisation des visites Inspections Communes (avec le chef d'établissement en activité) et l'ensemble des intervenants avant le début de leur intervention. **(R.4532-14)** ;
- Analyse et harmonisation des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) pour les opérations de niveau I & II **(L.4532-9 & R.4532-56 à R.4532-74)** ;
- Visites inopinées de chantier ;
- Avis sur le PIC ;
- Participation aux réunions de préparation de chantier ;
- Participation lorsque requis aux réunions de maîtrise d'œuvre ;
- Présidence et organisation des réunions du Collège Interentreprises de Sécurité Santé et Conditions de Travail (CISSCT) pour les opérations de niveau I **(L.4532-10 à L.4532-15 & R.4532-15 & R.4532-77 à R.4532-94)** ;
- Organisation de réunion sécurité si nécessaire ;
- Mise à jour et adaptation du PGCSPS ou du PGCsSPS ;
- Mise à jour et adaptation du DIUO ;

Conformément aux dispositions De la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993, au décret d'application n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil (articles R 4532-2 à R4533-6 du code du travail) et au décret d'application du 25 février 2003 relatif aux travaux à risques particuliers dans les opérations soumises à coordination SPS.

La maîtrise d'ouvrage confie à SQE Services une mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé.
Mission de **Niveau 2** en phase(s) **C** de l'ouvrage dans le cadre des **travaux routiers / autoroutiers A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE**.

**Rappel des principes généraux de prévention :**

- o La Loi n°93-1418 du 31 décembre 1993, article L4531-1 impose au Maître d'ouvrage, aux Maîtres d'œuvres et au coordonnateur SPS la prise en compte des principes généraux de prévention ;
- o La Loi n°2012-954 du 6 août 2012, article L4121-2 impose aux employeurs de mettre en œuvre les mesures prévues à l'article L4121-1 sur le fondement des principes généraux de prévention ;
- o Articles L4121-2 & 3 et L4531-1 du Code du Travail :

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent être évités
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail à l'homme ;

En particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé

5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention ;

En y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral et au harcèlement sexuel, tels qu'ils sont définis aux articles L1152-1 et L1153-1

8. Prendre les mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protections individuelles ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Rappel des travaux à risques particuliers (opérations soumises à CSPS) :

- o Arrêté du 25 février 2003 fixant la liste de travaux comportant des risques particuliers :

- I. Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :
 - à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;
 - à un risque d'enfouissement ou d'enlèvement ;
- II. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens de l'article R. 241-50, ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982 susvisé, ainsi que des articles R. 231-56-11-I et R. 231-65-I ;
- III. Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable, au sens du décret du 7 février 1996 susvisé ;
- IV. Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret du 28 avril 1975 susvisé ;
- V. Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées ;
- VI. Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade ;
- VII. Travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-œuvre ;
- VIII. Travaux en plongée appareillée ;
- IX. Travaux en milieu hyperbare ;
- X. Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors œuvre supérieur à 200 mètres cubes ;
- XI. Travaux comportant l'usage d'explosifs ;
- XII. Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article 170 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;
- XIII. Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m, tels que grues mobiles ou grues à tour.



DIR NORD

Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE

AUDIT-CONSEIL – FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE

Avis aux intervenant(s) et contraintes d'exploitation :

1. Le présent PGCSPS ne vaut pas autorisation de démarrage des opérations ;
 2. Le PGCSPS complète les permissions gouvernementales et institutionnelles en accord avec la maîtrise d'ouvrage ;
 3. Le Coordonnateur SPS doit être informé par la maîtrise d'ouvrage de chaque entreprise devant intervenir sur l'opération et lui fournir le PGCSPS ;
 4. Le démarrage ne peut se faire que sous obtention de l'accord préalable de la maîtrise d'ouvrage, réalisation de l'inspection commune préalable et transmission d'un PPSPS ;
 5. L'ensemble des entrepreneur(s) & indépendant(s) intervenant sur le projet, doivent prendre parfaite connaissance des documents suivants :
 - PGCSPS de l'opération dans sa dernière version mise à jour ;
 - PPSPS de l'entreprise principale qui doit également être transmis aux organismes de prévention ;
 - PPSPS du titulaire pour les entreprises sous-traitantes ;
 - Des fiches de données sécurité & de leurs prescriptions ;
 - Des réglementations et normes en vigueur en matière de sécurité et d'équipements de travail, applicables à l'opération ;
 - Des principes généraux de prévention & veiller à leur application ;
 - Du planning et du phasage de l'opération transmis par la maîtrise d'œuvre ;
 - Des recommandations et notes techniques CARSAT, INRS et OPPBTP applicables à l'opération ;
 - De tout autres documents relatifs à la sécurité et à la prévention transmis par le MOA, MOE, CSPS ;
 - Des contraintes liées aux travaux, à l'environnement et aux interactions avec les tiers ;
 - Des autorisations administratives nécessaires ;
 6. En retirer les éléments nécessaires après analyse pour la mise au point de leur proposition et de se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'ils contiennent ;
 7. Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise ;
 8. Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire, les entreprises et les travailleurs indépendants mandatés par le maître d'ouvrage devront en tenir compte pour l'élaboration de leur PPSPS ;
 9. Déclaration préalable :
 - La déclaration préalable est obligatoire pour tout chantier de niveau I & II, elle doit être envoyée à la date du permis de construire lorsque celui-ci est nécessaire, dans le cas contraire au minimum 30j effectif avant le démarrage des travaux. (Code du travail : L4532-1 & R4532-2 ; R4532-3) ;
 - Elle est établie par le Maître d'ouvrage et transmise impérativement aux organismes de prévention DIRECTE, CARSAT, OPPBTP) et au CSPS ;
 10. VRD Préalables :
 - Toute opération de niveau 2 est soumise à l'obligation de réalisation des VRD préalables (>760 000€) ;
 - Le maître d'ouvrage est tenu de faire réaliser les branchements définitifs avant le démarrage des travaux ;
 - Les branchements des installations de chantier devront être réalisés sur les alimentations définitives mise en place par la maîtrise d'ouvrage ;
 11. L'ensemble des intervenants doivent être capables de fournir et de mettre à disposition de l'ensemble des salariés les moyens de protection suffisants ;
 12. Le travail des entreprises intervenantes sur le site doit être réalisé en décaler dans le temps et dans l'espace pour ne pas avoir de coactivités superposées et non maîtrisées ;
 13. Le maître d'ouvrage tiendra compte des délais d'intervention des entreprises dans l'établissement de son planning travaux ;
1. Dans le cadre de la lutte contre le covid-19, les entreprises doivent respecter strictement les préconisations du guide OPPBTP dans sa dernière version en tout temps et en tout point et ce pendant toute la durée de l'opération, et à défaut de pouvoir le faire, stopper leur activité sur les travaux concernés ;
 2. Il appartient à chaque entreprise d'évaluer sa capacité à s'y conformer et de prendre les dispositions nécessaires pour adopter les mesures de prévention protégeant la santé de leurs collaborateurs, conformément aux responsabilités des employeurs ;
 3. Il est du devoir du chef d'établissement d'informer des risques leurs collaborateurs et de les former au respect des gestes barrières ;
 4. Les conditions actuelles d'intervention étant dégradées, il est indispensable de porter une attention particulière aux risques « classiques » liés à vos activités et ne pas tout occulter par l'ajout du risque sanitaire que représente la crise actuelle ;





	Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé		Indice : A
	DIR NORD		Date : 24/05/2024
	Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE		

AUDIT-CONSEIL – FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE

Coordonnées importantes liées à la sécurité du chantier :

Coordonnateur SPS :	Maîtrise d'ouvrage (MO) :	Maîtrise d'œuvre (MOE) :
SQE SERVICES 330 Avenue Jean Jaurès - 59790 RONCHIN Mr DEDRYVER JULIEN (CSPS IC+R) ☎ : 06 87 79 16 17 ✉ : sps@sqe.fr / ✉ : sps@sqe.fr	DIR NORD 44 Ter rue Jean Bart CS 20275 - 59019 LILLE CEDEX ☎ : ✉ :	DIR NORD / SIR OUEST 10 place Salvador Allende - CS 40424 - 59650 VILLENEUVE D'ASCQ CEDEX Mme GENDRON Charlotte ☎ : 07 64 01 78 63 ✉ : charlotte.gendron@developpement-durable.gouv.fr

Organismes de prévention :	
DREETS	77 Rue Léon Gambetta 59000 Lille
OPPBTP	Parc Europe - Bât 10 340 Avenue de la Marne 59700 MARCQ EN BAROEUL
CARSAT	11 Allée Vauban 59650 Villeneuve d'Ascq

Services d'urgence et de secours :				
				
SAMU	Police secours	Pompiers	Numéro européen d'urgence	Urgences par SMS
ATTENTION SEUL LE 112 PEUT ETRE COMPOSER DEPUIS UN MOBILE VEROUILLE				
SOS MAINS LILLE	03 59 75 57 55	CTR ANTIPOISON	0800 59 59 59	

Visa(s) :

<ul style="list-style-type: none"> o La maîtrise d'ouvrage transmet le PGCSPS à l'ensemble des entreprises avec les éléments constitutifs du DCE lors de la consultation ; o La maîtrise d'ouvrage fait signer lors de l'attribution des marchés son exemplaire de PGCSPS à l'ensemble des entreprises titulaires et sous-traitantes censées intervenir sur le site ;

Maîtrise d'ouvrage & Maîtrise d'œuvre :

MO : DIR NORD	MOE : DIR NORD / SIR OUEST

Entreprises : (à remplir par le MOA lors de la signature des marchés)

N° :	Lot :	Entreprise :	Signataire :	Visa :

DIR NORD

Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE

AUDIT-CONSEIL – FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE

1 - Renseignements d'ordre administratif complétant la DP :
1.1 - Opération objet du présent PGCSPS :
1.1.1 - Objet de l'opération :

- Réfection des couches de chaussée supérieure à 20 000 m² sur le secteur de Lille Marché 2025 à 2028 DISTRICT LILLE

1.1.2 - Adresse de l'opération

- A25 - RN41 - RN227 - RN356 - DISTRICT LILLE


1.1.3 - Environnement de l'opération

- L'opération se déroule A25 - RN41 - RN227 - RN356 dans le DISTRICT LILLE ;
- Les travaux se dérouleront sur l'A25, la RN41, la RN227 et la RN356. Ils consistent en la réfection de chaussée ;
- Présence de lignes électriques aériennes dans l'emprise du chantier ;
- Une attention particulière sera apportée au guidage des piétons et à l'accessibilité aux PMR ;
- Il conviendra de prendre contact avec les représentants des concessionnaires en phase de préparation afin de gérer les accès et les éventuelles interactions avec les travaux envisagés ;

1.1.4 - Calendrier de l'opération

- Durée estimée des travaux : à définir pour chaque opération
- Date estimée de démarrage des travaux : à définir pour chaque opération

1.1.5 - Effectifs prévisionnel et nombre d'entreprises prévisibles

- Effectif moyen prévisionnel : à définir pour chaque opération
- Nombre d'entreprises prévisibles y compris sous-traitants : à définir pour chaque opération

1.1.6 - Nature des travaux envisagés

- Travaux de signalisation temporaire et balisage ;
- Travaux de voirie ;
- Travaux de marquage et de signalisation horizontale provisoire et définitive ;
- Travaux de signalisation verticale ;

1.1.7 - Modes de réalisation envisagés

- L'entreprise proposera un mode de réalisation cohérent avec la gestion des flux riverains et exploitant en ayant un impact minimal, ce mode opératoire sera validé par la maîtrise d'ouvrage et d'œuvre avant le début des travaux.

1.1.8 - Plan(s) de l'opération

A fournir pour chaque opération

	Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé	Indice : A
	DIR NORD	Date : 24/05/2024
	Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE	

AUDIT-CONSEIL – FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE

1.2 – Analyse des risques liés à l'environnement de l'opération :

1.2.1 – Le Site :

- Travaux sur existant :
 - Il s'agit de travaux routiers / autoroutiers ;
 - Réfection des couches de chaussée supérieure à 20 000 m² sur le secteur de Lille Marché 2025 à 2028
 - Les travaux se déroulent sur une voirie normale actuellement en sens unique de circulation ;
- Travaux à proximité des tiers :
 - Oui, Les travaux se dérouleront sur l'A25, la RN41, la RN227 et la RN356. Ils consistent en la réfection de chaussée ;
 - Il n'y aura pas d'interaction directe ;

1.2.2 - Accès / circulation :

- Routier, accès parcelle, visibilité :
 - Accès direct depuis : A25 - RN41 - RN227 - RN356 ;
 - Il conviendra de se faire guider pour toute manœuvre ;
 - L'accès chantier sera impérativement différencié des cheminements piétons ;
 - Visibilité aux intersections : Bonne ;
- Contraintes de gabarit : Les contraintes de gabarits seront celles des voies adjacentes ;
- Contraintes horaires : Sans objet ;

1.2.3 - Sol & sous-sol :

- Pente : Le terrain présente un profil plan ;
- Hétérogénéité, tenue, nappe phréatique, remblais :
 - Dans le cas où le niveau fluctuant de la nappe phréatique peut engendrer des perturbations sur le déroulement du chantier, un rabattement de nappe pourra être prévu ;
- Inondation : Le terrain est dans une commune considérée à risque inondation ;

1.2.4 – Réseaux aériens :

- Les entreprises réaliseront une visite sur site afin de prendre en compte les lignes dans la conception de leurs modes opératoires ;


1.2.5 – Réseaux enterrés :


- Avant le démarrage de tout travaux, l'ensemble des entreprises titulaires et sous-traitantes doivent impérativement obtenir et analysé le résultat des DICT afin de repérer les réseaux et concessionnaires existants passant sur ou à proximité des opérations ;

1.2.6 – DT / DICT :

- Numéro de DT : **à fournir par la MOA pour chaque opération**






1.3 - Analyse des risques liés à la nature des travaux envisagés	Concerné :
Travaux Risque de chute de hauteur de plus de 3m & ou ensevelissement, enlèvement	OUI
Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou agents biologiques nécessitant une surveillance médicale	NON
Travaux de retrait ou de confinement d'amiante	SO
Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée	NON
Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tensions > TBT	NON
Travaux exposant à un risque de noyade	NON
Travaux de terrassement souterrains, de tunnels, de reprise en sous œuvre	NON
Travaux en plongée appareillée	NON
Travaux en milieu hyperbare	NON
Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation impliquant des structures porteuses ou d'une partie d'un ouvrage d'un volume initial HO > 200m3	NON
Travaux contenant l'usage d'explosifs	NON
Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds	NON
Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité > 60t/m, tels que grues mobiles, grues à tour	NON
Travaux comportant des interactions avec les usagers des voiries (piétons, cycles, véhicules, services de transport...)	OUI

1.4 – Polluants et risques pour la santé :	Commentaire(s) / résultat(s)
1.4.1 – Présence d'Amiante (hors enrobés) : <ul style="list-style-type: none"> La maîtrise d'ouvrage procède au diagnostic obligatoire avant travaux avant toute intervention sur site ; Les résultats positifs comme négatifs sont disponibles dans les rapports de diagnostics et analyses faites par le maitre d'ouvrage & jointes au DCE ; Les entreprises pouvant être exposées prendront les mesures nécessaires conformément à la réglementation en vigueur ; 	SO
1.4.2 – Présence de plomb : <ul style="list-style-type: none"> La maîtrise d'ouvrage procède au diagnostic plomb avant toute intervention sur site ; Les résultats positifs comme négatifs sont disponibles dans les rapports de diagnostics et analyses faites par le maitre d'ouvrage & jointes au DCE ; Les entreprises pouvant être exposées prendront les mesures nécessaires conformément à la réglementation en vigueur ; 	SO
1.4.3 – Présence d'HAP et d'Amiante dans les enrobés : <ul style="list-style-type: none"> La maîtrise d'ouvrage procède au diagnostic avant toute intervention sur les enrobés existants ; Les résultats positifs comme négatifs sont disponibles dans les rapports de diagnostics et analyses faites par le maitre d'ouvrage & jointes au DCE ; Les entreprises pouvant être exposées prendront les mesures nécessaires conformément à la réglementation en vigueur ; 	EN ATTENTE A fournir par la MOA pour chaque opération
1.4.4 – Pollution des sols : <ul style="list-style-type: none"> La maîtrise d'ouvrage demande une étude de pollution des sols avant toute intervention sur site ; Dans le cas où le site apparaît dans les bases de données BASIAS ou BASOL ; Les résultats positifs comme négatifs sont disponibles dans les rapports de diagnostics et analyses faites par le maitre d'ouvrage & jointes au DCE ; Les entreprises pouvant être exposées prendront les mesures nécessaires conformément à la réglementation en vigueur ; 	SO
1.4.5 – Risque liés aux constructions à proximité des ouvrages : <ul style="list-style-type: none"> La maîtrise d'ouvrage demande une étude structure sur les parties des bâtiments existants à proximité pouvant être impactés par la réalisation des fondations de voirie ; Prise en compte des prescriptions établies dans le rapport d'étude de sol ; Les résultats positifs comme négatifs sont disponibles dans les rapports de diagnostics et analyses faites par le maitre d'ouvrage & jointes au DCE ; Les entreprises pouvant être exposées prendront les mesures nécessaires conformément à la réglementation en vigueur ; 	

	Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé		Indice : A
	DIR NORD		Date : 24/05/2024
	Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE		

AUDIT-CONSEIL – FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE


2 - Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur

2.1 - Signalisation et balisage :		Concerne :
2.1.1 - Clôture de chantier principale : <ul style="list-style-type: none"> o L'enceinte du chantier doit être close en tout point et en tout temps ; o Aucune pénétration de tiers ne doit être possible ; o L'installation effective sera consignée lors des réunions de chantier par la maîtrise d'œuvre ; o La palissade sera au minimum de 2m de haut, les éléments seront jointifs entre eux ; o La palissade sera implantée sur le périmètre indiqué par le maître d'œuvre, conformément aux dispositions de la police locale ; o Des portails et portillons d'accès au chantier seront mis en place conformément au PIC validé par la maîtrise d'œuvre ; o L'enceinte sera démolie en fin de travaux, l'entreprise évacuera les matériaux constitutifs de la clôture et procèdera à la remise en état des lieux ; 		Entreprise principale
2.1.2 - Clôture(s) de chantier secondaire(s) : <ul style="list-style-type: none"> o Mise en place d'une clôture de chantier secondaire en cas de danger spécifique aux travaux d'une entreprise ; o Elle sera constituée d'éléments spécifiques de type barrières de 1m de haut jointives ; 		Tous intervenants Toutes entreprises
2.1.3 - Panneaux de chantier : <ul style="list-style-type: none"> o Mise en place de la signalisation de chantier réglementaire ; o Pose sur la clôture de chantier des panneaux « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC » répartis tous les 25mètres ; o Un affichage complémentaire sera mis en place au droit de chaque accès chantier rappelant le port des EPI obligatoires et l'interdiction du chantier au public ; 		Entreprise principale
2.2 – Accès des personnes autorisées :		Concerne :
2.2.1 – EPI obligatoires pour l'accès au chantier : <ul style="list-style-type: none"> o Port des chaussures de sécurité ; o Port du casque de chantier ; o Port du gilet haute visibilité de classe 2 de jour et 3 de nuit ; o Port de gants de protection ; o Port de protections auditives adaptées au bruit environnant ; o Port de protection oculaires adaptées ; o Port des EPI spécifiques aux travaux envisagés ; <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;">      </div>		Tous intervenants Toutes entreprises
2.2.2 – Accueil des salariés sur le site : <ul style="list-style-type: none"> o Le personnel sera informé par le chef de chantier de ses obligations en matière de protections individuelles et collectives et des mesures de sécurité en place sur le chantier ; 		Tous intervenants Toutes entreprises
2.2.3 – Personnel intérimaire : <ul style="list-style-type: none"> o Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent respecter les dispositions prises par les articles L1251-4 à L 1251-57 du code du travail. o Tout travailleur intérimaire doit impérativement être encadré sur le chantier par l'entreprise utilisatrice. o Les entreprises utilisatrices doivent s'assurer que : <ul style="list-style-type: none"> • Le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné, • Le certificat d'aptitude médical pour la profession déterminée a été délivré, • L'intéressé est en règle administrativement, • Le personnel a suivi une formation à la sécurité et possède les habilitations, homologations spécifiques au travail à réaliser ainsi que le matériel de protection individuelle, • Les consignes de sécurité et d'hygiène du site ont été expliquées. 		Tous intervenants Toutes entreprises

	Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé		Indice : A
	DIR NORD		Date : 24/05/2024
	Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE		

AUDIT-CONSEIL – FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE

2.2.4 – Contrôle des accès : <ul style="list-style-type: none"> Un contrôle d'accès sera organisé afin d'éviter l'entrée de personnes non habilitées et étrangère au chantier, l'accès au chantier est réservé aux entreprises agréées par le maître d'ouvrage et aux personnes habilitées au sens de la législation du travail ; 		Entreprise principale
2.2.5 – Liste nominative des intervenants : <ul style="list-style-type: none"> Seules les personnes autorisées peuvent accéder au chantier, le Maître d'ouvrage autorise l'accès au chantier : <ul style="list-style-type: none"> Les représentants de la maîtrise d'ouvrage affectés à l'opération ; Les représentants de la maîtrise d'ouvrage déléguée ; Les représentants de la maîtrise d'œuvre ; Les représentants des bureaux d'études affectés à l'opération ; Les représentants des bureaux de contrôle affectés à l'opération ; Les coordonnateurs de l'opération ; Les salariés, intérimaires des entreprises sous marché avec la maîtrise d'ouvrage pour l'opération ; Les représentants des organismes de contrôles : DIRECCTE ; DREAL ; CARSAT ; OPPBTP ; Les médecins du travail des entreprises ; Toutes autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération à condition qu'elles soient accompagnées par un représentant de la maîtrise d'ouvrage et dotées des protections individuelles nécessaires ; 		Tous intervenants Toutes entreprises
2.2.6 – Liste des entreprises intervenants sur le chantier : <ul style="list-style-type: none"> La liste du personnel de toutes les entreprises, y compris les sous-traitants ou indépendants agréés par le maître d'ouvrage, devra être tenue à jour et à disposition des organismes de prévention pour contrôle ; Elle sera mise à jour tout au long de l'opération ; 		Entreprise principale
2.2.7 – Identification des entreprises & lutte contre le travail dissimulé : <ul style="list-style-type: none"> Les intervenants sur le chantier seront munis de cartes d'identités professionnelles et du numéro de sécurité sociale, évitant ainsi tout accès aux sous-traitants non acceptés ou travailleurs clandestins ; Le logo des entreprises devra impérativement être présent et visible sur les vêtements de travail ou sur le casque de chaque salarié ; Le non-respect de l'obligation de port des EPI engendrera une exclusion du personnel incriminé du chantier ; 		Tous intervenants Toutes entreprises
2.2.8 – Entreprises étrangères : <ul style="list-style-type: none"> Les entreprises ayant recours à de la main d'œuvre étrangère à obligation de mettre en application l'article L.1262-1 concernant le détachement temporaire de personnel à condition qu'il existe un contrat de travail entre cet employeur et le salarié qui couvre l'ensemble de la période de détachement ; R.1263-3 : l'employeur qui détache un ou plusieurs salariés adresse à l'inspection du travail du lieu concerné, une déclaration réglementaire ; R.1263-5 : la déclaration obligatoire prévue par l'article R.1263-4 est établie avant le début des travaux ; 		Tous intervenants Toutes entreprises
2.2.9 - Visite de tiers <ul style="list-style-type: none"> Lors de visites organisées par le Maître d'Ouvrage, les mesures de protection et de sécurité seront définies avec le responsable de chantier et le coordonnateur SPS en fonction de l'état du chantier au moment de la visite et des modalités de visites ; Les informations concernant la visite (nombre de visiteurs, heures de visite, locaux visités, etc....) devront être transmises au CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 15 jours ouvrés ; Le Maître d'ouvrage réalisera ou fera réaliser une fiche de consignes de sécurité à adopter sur le chantier lors de la visite, l'ensemble des visiteurs devront en prendre connaissance et la signer avant d'entrer sur le chantier ; L'organisateur de la visite demeurera seul responsable de la fourniture des EPI obligatoires ainsi que de tous dommages matériels subis ou exporté par les visiteurs lors de la visite ; 		Maîtrise d'ouvrage

	Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé		Indice : A Date : 24/05/2024
	DIR NORD		
	Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE		
AUDIT-CONSEIL – FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE			
2.2.10 – Interventions en dehors de l'ouverture du chantier <ul style="list-style-type: none">Les entreprises ayant des travaux a réalisés en dehors des horaires normaux d'ouverture de chantier doivent impérativement prévenir par écrit avec un délai de prévenance de 15 jours ouvrés le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre & le CSPS ;En cas d'acceptation l'entreprise fournira un nouvel indice de son PPSPS en précisant la nature des travaux, les conditions d'intervention et les mesures de protection qu'elle met en place ;L'entreprise doit également s'assurer qu'aucune autorisation administrative n'est requise & les obtenir dans le cas contraire ;			Tous intervenants Toutes entreprises
2.2.11 – Déclaration des sous-traitants <ul style="list-style-type: none">L'entreprise a l'obligation de déclarer au Coordonnateur SPS tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indiquera la nature précise des prestations sous-traitées et s'applique à toutes les sous-traitantes et tous les sous-traitants ;Cette déclaration est distincte de la demande d'agrément transmise au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre ;Le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur SPS pourront demander au Maître d'Ouvrage, le refus d'agrément d'une entreprise sous-traitante dont la structure ne répond pas aux exigences de sécurité définies au PGCSPS et dans le PPSPS du titulaire ;Les coordonnées des sous-traitants doivent être adressées par les titulaires au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune ;Fausse sous-traitances : afin d'éviter la fausse sous-traitance, Il est rappelé que la mise à disposition de personnel doit s'accompagner de l'encadrement adéquat, d'un savoir-faire particulier et/ou de matières premières ;Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail) ;			Tous intervenants Toutes entreprises
2.2.12 - Livraisons, location avec chauffeur <ul style="list-style-type: none">Les entreprises, travailleurs indépendants faisant appel à de la livraison extérieure ou de la location avec chauffeur, devront le signaler dans leur PPSPS et au CSPS durant l'inspection commune.Les livreurs et chauffeurs seront accueillis par le chef de chantier ou le conducteur de travaux de l'entreprise qui devront leur expliquer les mesures de prévention et de sécurité du chantier, leur transmettre leur PPSPS et le PIC.			Tous intervenants Toutes entreprises
2.2.13 - Travailleurs indépendants <ul style="list-style-type: none">Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations règlementaires que toutes autres sociétés, y compris :<ul style="list-style-type: none">L'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un PPSPSAu respect des décrets n° 95-607 et 95-608 du 6 Mai 1995.Au respect des lois, décrets, normes et réglementation en vigueur à la date des opérations			Tous intervenants Toutes entreprises

	Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé		Indice : A
	DIR NORD		Date : 24/05/2024
	Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE		

AUDIT-CONSEIL – FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE

2.3 – Installations de chantier :		Concerne :
2.3.1 – Plan d'installation de chantier (PIC) : <ul style="list-style-type: none"> o L'entreprise réalise un plan d'installation de chantier ; o Une base de PIC sera fournie au DCE par la maîtrise d'ouvrage le cas échéant ; o Le PIC reprendra à minima les éléments du CCTC : <ul style="list-style-type: none"> • Raccordements eau, électricité et réseaux ; • L'emplacement des clôtures de chantier ; • Les points d'accès au chantier ; • Le sens de circulation & les aires de manœuvres et de retournement ; • Les aires de lavage des toupies et camions ; • Les voies piétonnes et celles réservées aux véhicules ; • Les réseaux enterrés & aériens existants sur le terrain ; • Les zones de stockage de matériel et matériaux ; • Les installations de la base vie (sanitaires, vestiaires, réfectoires, bureaux, salles de réunion...) ; o Le principe de balisage des voies impactées, les déviations éventuelles et la position des alternats ; 		Entreprise principale
2.3.2 – Branchement(s) provisoire(s) : 2.3.2.1 Distribution d'Electricité & d'Eclairage (branchement général) : <ul style="list-style-type: none"> o Une demande d'abonnement sera faite au concessionnaire ; o Mise en place d'une armoire de comptage provisoire de chantier ; o Raccordement des bungalows, vestiaires et salle de réunion ; 		Entreprise principale
2.3.2.2 Distribution d'Electricité & d'Eclairage (branchements secondaires) : <ul style="list-style-type: none"> o Mise en place de coffrets secondaires alimentant les zones de travaux ; o Les installations existantes ou installées à la demande des intervenants devront présenter un niveau d'isolement approprié et être protégées au moyen de protection différentielle sensible au courant de défaut et les terminaux protégés par des dispositifs de coupure 30 mA conformément à la réglementation ; o Les cheminements devront être mis à l'abri des chocs, du gel, des intempéries et seront protégés ; o Les câbles seront sous fourreaux enterrés ou placés sur mats à une hauteur suffisante pour autoriser le passage et le travail des engins de chantier à proximité ; o Un plan des installations électriques provisoires de chantier sera établi par l'entreprise et mis à jour en fonction de l'avancement des travaux et ce dès la période de préparation de chantier ; o La mise en place des coffrets secondaires stables sur trépied devra se faire par zone de manière qu'aucun point du chantier ne soit distant de plus de 25m et leur nombre en adéquation avec les besoins des entreprises sur le site ; o Elles seront de type : 8 socles PC (2x10/16A+T), 2 socles PC 400v et un départ d'éclairage ; o Le plan d'implantation des coffrets électriques de chantier sera établi et transmis en copie au CSPS et au MOE, BET ; o Nota : <ul style="list-style-type: none"> • Les câbles électriques seront du type et de caractéristiques réglementaires (notamment la longueur) ; • Les baladeuses comporteront une poignée isolante et un panier conformément à la NFC 61.710 ; • Les prises et fiches domestiques seront interdites, seuls les bouchons s'adaptant aux prises montées sur les armoires de branchements sont autorisés ; • L'outillage portatif électrique sera de classe 3 TBT (< 50 v) ou de classe 2 à double isolation ; o Les installations d'éclairage devront être adaptées à l'évolution des travaux afin d'assurer l'éclairage des circulations et des zones de stockage ; 		Entreprise principale

	Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé	Indice : A
	DIR NORD	Date : 24/05/2024
	Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE	

AUDIT-CONSEIL – FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE

2.3.2.3 – Contrôle des installations électriques provisoires de chantier <ul style="list-style-type: none"> o Toutes les installations électriques provisoires de chantier y compris l'éclairage devront être vérifiées par un organisme agréé conformément au décret de 2010 R.4215-3 à R.4215-17 du code du travail & NFC15100 ; o Les vérifications devront être effectuées avant chaque mise à disposition aux entreprises ; o Les installations définitives mises à dispositions des travailleurs seront également contrôlées avant toute utilisation ; 	Entreprise principale
2.3.2.4 – Branchement provisoire EAU <ul style="list-style-type: none"> o Mise en place du compteur provisoire de chantier et du réseau de distribution alimentant les zones travaux et la base vie à partir du branchement définitif d'alimentation réalisé par le MOA ; o Caractéristiques du branchement : <ul style="list-style-type: none"> • Les canalisations devront être protégées • Les canalisations ne devront pas générer de risques de chute de plein pied • L'étanchéité des canalisations devra être sans défaut • Alimentation et raccordement du cantonnement o Mise en place des robinets de puisage en nombre suffisant 	Entreprise principale
2.3.2.5 – Branchement provisoire EU/EV & EP <ul style="list-style-type: none"> o Le raccordement au réseau d'assainissement sera réalisé en cas de nécessité ; 	Entreprise principale
2.3.3 – Plateforme de cantonnement <ul style="list-style-type: none"> o L'emplacement de la plateforme de cantonnement sera défini en tenant compte des contraintes liées au site, des résultats de DICT ; o Elle sera réalisée conformément au CCTP ; o Elle sera de dimensions suffisantes pour la mise en place des bungalows de chantier et des parkings ; 	Entreprise principale
2.3.4 – Circulations dans l'emprise de la zone chantier <ul style="list-style-type: none"> o Les accès au chantier seront prolongés par les voies provisoires de chantier permettant un accès sécurisé pour les engins et les VL pour que les travailleurs puissent accéder aux zones de cantonnement et de travaux ; o Les engins et véhicules de livraison d'accéder aux aires de stockage et de stationnement ; o Les voies d'accès provisoires de chantier seront réalisées préalablement aux autres opérations ; o Les voies d'accès seront réalisées conformément au CCTP, revêtues de tertiaire, réglé, compacté et balisées ; o Les circulations piétonnes seront séparées physiquement de celles réservées aux véhicules et engins ; 2.3.4.1 – Voirie d'accès au chantier <ul style="list-style-type: none"> o Les accès au chantier seront exclusivement effectués par les accès définis par le maître d'ouvrage et l'entreprise concernée conformément au CCTP ; o Un plan de circulation devra être validé par la maîtrise d'ouvrage et d'œuvre et transmis aux entreprises lors de la période de préparation, il sera affiché à l'entrée du chantier et communiqué aux livreurs, chauffeurs et entreprises sous-traitantes par les entreprises titulaires sous la responsabilité du maître d'œuvre ; 2.3.4.2 – Gestion des accès et signalisation <ul style="list-style-type: none"> o Une signalisation d'accès sera mise en place ; o Cette signalisation routière provisoire sera conforme aux guides SETRA, aux arrêtés et à la réglementation ; o Elle sera présente sur les voies concernées ainsi que sur les voies adjacentes et aux intersections ; o Elle sera visible de jour comme de nuit ; o Elle évoluera à l'intérieur du site au fur et à mesure de la livraison des cellules afin d'éviter toute interaction avec les futurs locataires pouvant engendrer un risque de heurts ou d'écrasement avec les véhicules de chantier ; 2.3.4.3 – Accès cantonnement <ul style="list-style-type: none"> o Un cheminement piétonnier matérialisé, sécurisé et séparé des circulations véhicules et engins sera mis en place ; 2.3.4.4 – Stationnement <ul style="list-style-type: none"> o Seuls les engins et véhicules d'entreprises seront autorisés sur le chantier, une zone de stationnement sera prévue sur le PIC ; 	Entreprise principale

	Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé	Indice : A
	DIR NORD	Date : 24/05/2024
	Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE	

AUDIT-CONSEIL – FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE

2.3.5 – Cantonnements <ul style="list-style-type: none"> o L'entreprise met en œuvre un bureau destiné à l'agence technique du chantier (Maitre d'œuvre... et salle de réunions) en plus des ceux nécessités pour ses propres besoins ; o L'entreprise assurera l'entretien pendant toute la durée du chantier, le confort (eau, chauffage et électricité) et la fonctionnalité des équipements (téléphone, télécopieur, photocopieuse, meubles, tables, chaises, etc...) ; o Mise en place pour l'ensemble des entreprises de cantonnements conformes à la réglementation en vigueur ; o Les installations seront suffisamment dimensionnées en fonction de l'effectif attendu sur le chantier ; o Y compris : <ul style="list-style-type: none"> • La réalisation de cheminements piétons permettant de circuler en toute sécurité à chaque étage ; • L'aménagement d'une zone de stockage des bennes et zone de stockage des matériaux / matériels ; • Le barriérage des zones de travaux ; • La pose d'une clôture de 2 m en périphérie des installations de chantier et de stockage ; • L'ensemble des protections collectives et leur maintien pendant l'exécution des travaux excepté pour les travaux de couverture ou chaque entreprise devra prévoir ses propres protections collectives ; • La mise en place de la signalisation de chantier ; o Raccordements provisoires de chantier EU / EP, raccordements électriques ; 	Entreprise principale
2.3.5.1 – Salle de réunion & bureau de chantier <ul style="list-style-type: none"> o Mise en place d'un bungalow de chantier ou de tout autre local suffisamment dimensionné pour l'organisation des réunions de chantier et de coordination Sécurité et Protection de la Santé ; o Ce local sera équipé en fonction de l'effectif du chantier (tables, chaises...) ainsi que des éléments suivant(s) : <ul style="list-style-type: none"> • Les bureaux équipés pour toutes les entreprises ; • Le bureau équipé pour le maitre d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre, le bureau de contrôle, le coordonnateur SPS et l'OPC ; • De tableaux d'affichage pour les plans & plannings • De rangements pour les pièces écrites • D'extincteur à poudre polyvalente en nombre suffisant en ordre de marche et à jour des vérifications obligatoires o D'une armoire à pharmacie 	Entreprise principale
2.3.5.2 –Sanitaires <ul style="list-style-type: none"> o Mise à disposition des entreprises d'un bloc sanitaire comprenant : <ul style="list-style-type: none"> • Douche pour les travaux salissants (une douche pour 10 personnes) ; • 1 WC et 1 urinoir raccordé au réseau EU (20 personnes) ; • 1 lavabo (1 orifice pour 5 personnes) ; • Un ballon d'eau chaude à accumulation ; • Les douches et lavabo seront à eau chaude et froide ; • Savon, papier hygiénique et les moyens de nettoyage journalier ; • Raccordement à l'égout sur réseau existant ; • Pour les chantiers dépassant 4 mois un robinet d'eau potable chaude et froide sera mis à disposition des salariés ; o Cette installation devra satisfaire aux exigences du code du travail. o En cas de personnel mixte, des installations sanitaires distinctes devront être prévues ; 	Entreprise principale
2.3.5.3 – Réfectoires <ul style="list-style-type: none"> o L'installation des réfectoires s'organisera de la façon suivante : o Calcul de la surface en prenant en compte 1,50m² par salarié o Le ou les réfectoire(s) seront équipés : <ul style="list-style-type: none"> • de sièges et de tables (avec revêtement imperméable) en nombre suffisant • de chauffe-gamelles • d'un réfrigérateur 	Entreprise principale

	Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé		Indice : A
	DIR NORD		Date : 24/05/2024
	Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE		

AUDIT-CONSEIL – FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE

2.3.5.4 –Vestiaires <ul style="list-style-type: none"> ○ Mise en place de vestiaires ; ○ Les entreprises fourniront leurs besoins en surface pour ses installations ; ○ Chaque entreprise mentionnera dans son PPSPS ses besoins en puissance électrique nécessaires à ses installations propres ; ○ A raison de 1,25m² par personne ; ○ Les vestiaires comprendront : <ul style="list-style-type: none"> • 1 armoire à double penderie par personne • 1 banc pour 3 salariés • Chauffage • Ventilation ○ Un extincteur adapté en état de fonctionnement et à jour des vérifications obligatoires (dans chaque bungalow) 	Entreprise principale
--	------------------------------

2.4 – Protection contre l'incendie :	Concerne :
2.4.1 – Extincteur(s) : <ul style="list-style-type: none"> ○ Des extincteurs adaptés au risque, en état de fonctionnement et à jour des vérifications réglementaires seront mis en place aux endroits le nécessitant : <ul style="list-style-type: none"> • Locaux affectés au personnel • Bureaux de chantier • Locaux de stockage • Les postes de travail particulier avec travaux par point chaud. ○ En période d'été, les interdictions préfectorales ou locales relatives à l'allumage de feux seront à respecter 	Toutes entreprises
2.4.2 - Permis de feu : <ul style="list-style-type: none"> ○ Toute personne utilisant des postes de soudure ou de découpage par points chauds à l'intérieur d'un site occupé devra être muni d'un permis de feu et ne travailler qu'en présence d'un extincteur à poudre polyvalente (vérification annuelle en cours de validité et en état de fonctionnement). Ce permis de feu est délivré par le Maître d'ouvrage ou le gestionnaire du site. ○ Les travaux par point chaud devront être arrêtés au moins 2 heures avant la fin du chantier et contrôlés lors du départ de l'entreprise ○ Les feux sont interdits dans l'emprise du chantier. 	Toutes entreprises

	Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé		Indice : A
	DIR NORD		Date : 24/05/2024
	Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE		

AUDIT-CONSEIL – FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE

Rappel : les dispositions décrites ci-après sont également valables pour les chauffeurs livreurs, il incombe à l'entreprise titulaire de faire appliquer ses dispositions


2.5 – Protection(s) collectives & individuelles :	Concerne :
2.5.1 - Protections collectives : <ul style="list-style-type: none"> ○ Mise en place de protections collectives contre les chutes pour tous les chemins d'accès verticaux et horizontaux à toutes les personnes autorisées sur le chantier ; ○ Cela concerne notamment la protection : <ul style="list-style-type: none"> • Des ouvertures extérieures ; • Des fouilles ; • Purges ; • Regards ; • Trémies ; • Réservations ; • Cages d'ascenseurs ; • Recettes à matériaux ; • Rive de dalles... ○ L'entreprise qui pour son intervention devra déplacer ou déposer un dispositif de sécurité collective aura l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement. Dans le cas contraire, l'entreprise de gros œuvre aura l'obligation de le faire, au frais de l'entrepreneur défaillant ; ○ Pendant la durée d'intervention l'entreprise devra prévoir des mesures compensatoires ; ○ Lors de travaux de toiture la mise en place des protections spécifiques est à la charge du couvreur ; 	Entreprise principale
2.5.2 - Protections individuelles : <ul style="list-style-type: none"> ○ Chaque entreprise devra tenir compte des informations générales concernant le chantier, qu'elle peut obtenir auprès du maître d'œuvre, du maître d'ouvrage ou des bureaux d'études ainsi qu'auprès du coordonnateur ; ○ Dans tous les cas la protection individuelle commencera par le respect de la protection collective mis en place, de plus chaque personne de l'entreprise devra justifier de l'équipement de base correspondant aux risques liés à son intervention dans le cadre du chantier, l'entrepreneur pourra s'appuyer sur le document unique d'évaluation des risques pour définir les équipements de protection adaptés à la tâche ; ○ Dans Le PPSPS, l'entreprise engage sa responsabilité et doit veiller à l'application des dispositions préétablies (ex : chaussure de sécurité, casque, bleu de travail, vêtement de pluie, gants appropriés à la tâche, lunette de protection, harnais de sécurité, etc. ...) ; ○ L'ensemble des personnes autorisées sur le site doit porter de façon visible le logo, sigle de leur employeur sur les vêtements de travail ou le casque et être identifiés nominativement ; ○ Toute personne entrant sur le chantier devra être équipée des protections individuelles adaptées soit à minima : <ul style="list-style-type: none"> • Casque de chantier de Norme EN397 / EN50365 ; • Chaussures de sécurité de Norme EN345 S3 ; • Vêtements de travail & anti-intempéries de Norme EN343 ; • Gants de travail adaptés en fonction de la tâche ; • Protections auditives adaptées en fonction de la tâche ; • Protections oculaires adaptées en fonction de la tâche ; • Protections respiratoires adaptées en fonction de la tâche ; • Vêtements haute visibilité de Norme EN471 de classe 2 ou 3 lors des travaux en voirie publique ou privée et ou à proximité des engins ou véhicules en circulation ; ○ Les entreprises devront avoir à disposition sur site du matériel de rechange pour parer à tout remplacement en urgence ; ○ Le port de tout autre EPI complémentaire nécessaire en fonction des tâches à effectuer citer dans le PPSPS de l'entreprise, le PGCSPS ou sur demande du CSPS ou du contrôleur sécurité sera obligatoire ; 	Tous intervenants Toutes entreprises

2.6 – Prévention des maladies professionnelles :	Concerne :
<ul style="list-style-type: none"> Choix des modes opératoires limitant l'exposition du personnel aux risques ; Choix de produits, matériels et matériaux limitant l'exposition du personnel aux risques ; Les nuisances telles que (voir liste ci-dessous) seront limitées au maximum : <ul style="list-style-type: none"> Le bruit ; Les vibrations ; Les poussières ; Les risques sanitaires et biologiques ; Emploi de matériel réduisant les nuisances à la source ; Prévoir les vaccinations réglementaires correspondantes lors des travaux exposant le personnel au risque biologique notamment en assainissement ; 	Tous intervenants Toutes entreprises

2.7 – Produits dangereux :	Concerne :
<ul style="list-style-type: none"> Respect des prescriptions obligatoire des FDS des produits concernés ; 	Tous intervenants Toutes entreprises

2.8 – Manutentions manuelles des charges :	Concerne :
<ul style="list-style-type: none"> Les manutentions mécaniques seront privilégiées par rapport aux manutentions manuelles (conformément à la réglementation) qui seront à éviter autant que peu se faire, dans le cas contraire la démarche de prévention comprend : <ul style="list-style-type: none"> L'évaluation des risques (caractéristiques, poids, espaces disponibles, fréquence, distances et durée) ; L'organisation des postes de travail (méthodes, accessoires de prévention) ; L'information des opérateurs (poids et centre de gravité de la charge, les charges maxi autorisées) ; La formation des opérateurs (gestes et postures, protections individuelles, TMS) ; 	Tous intervenants Toutes entreprises

2.9 – Formation à la sécurité :	Concerne :
<ul style="list-style-type: none"> Formation aux postes : <ul style="list-style-type: none"> Chaque entreprise devra assurer la formation à la sécurité de son personnel sans omettre celle concernant les machines et produits dangereux conformément aux décrets 93.41 et R4323-105 et R4323-106. Pour assurer l'accueil des nouveaux arrivants (intérimaires, stagiaires, etc. ...), l'entreprise doit : <ul style="list-style-type: none"> Informer le personnel des risques dus à la profession et à l'environnement Lui transmettre les consignes de sécurité L'informer des risques particuliers du chantier Enregistrer la date de cet accueil 	Tous intervenants Toutes entreprises

2.10 – Risque relatif à la présence de plomb :	Concerne :
<ul style="list-style-type: none"> SO, Les résultats positifs comme négatifs seront disponibles dans les rapports de diagnostics et analyses transmises par le maître d'ouvrage & jointes au DCE ; En cas de découverte inopinée, les entreprises respecteront la réglementation en vigueur ; 	
<ul style="list-style-type: none"> Respect des procédures INRES et OPPBTP en fonction du mode opératoire choisi par l'entreprise ; Prendre connaissance de la réglementation ; Prendre connaissance de l'ouvrage ED909 de l'INRES traitement des peintures au plomb ; Prendre connaissance de l'ouvrage I5 G 01 15 de l'OPPBTP traitement des peintures au plomb ; Informé le personnel des risques liées aux interventions sur des peintures contenant du plomb ; Informé le personnel sur les mesures de sécurité à mettre en place ; Informé le personnel des règles d'hygiène à mettre en place ; 	Tous intervenants Toutes entreprises concernées
 <p>Timeline diagram showing the evolution of lead diagnostic requirements from 1949 to 1994:</p> <ul style="list-style-type: none"> 1949: Sur toutes les unités de diagnostic inspectées par les travaux 1974: Uniquement sur : <ul style="list-style-type: none"> les supports métalliques peints, les unités de diagnostic inspectées par les travaux destructifs 1994: Uniquement sur les unités de diagnostic inspectées par les travaux destructifs La diagnostic n'est pas nécessaire 	

2.11 – Risque relatif à la présence d'Amiante :

Concerne :

- **SO, Les résultats positifs comme négatifs seront disponibles dans les rapports de diagnostics et analyses transmises par le maître d'ouvrage & jointes au DCE ;**
- **En cas de découverte inopinée, les entreprises respecteront la réglementation en vigueur ;**

**Tous intervenants
Toutes entreprises
concernées**

- Travaux de désamiantage (voir Décret du 04 Mai 2012 en Annexe 4) :
- Seul le personnel formé pourra intervenir lors des opérations de désamiantage.
- Port de combinaison jetable à usage unique, étanche, équipée de capuche, fermée au cou, aux chevilles et aux poignets.
- Port d'appareils de protections respiratoires appropriées.
- Signalisation de la zone d'intervention, interdite d'accès et nettoyée après opération (aspirateur à filtre absolu ou à l'humide).
- Gestion des déchets pour la manutention, le transport, l'entreposage et le stockage, cela sera spécifié dans le plan de retrait qui sera transmis par lettre recommandée avec accusé de réception à l'Inspection du Travail, la CARSAT, l'OPPBTP et au CSPS.
- Transmettre au CSPS une copie de l'accusé de réception du plan de retrait envoyé à l'inspection du travail
- L'entreprise de désamiantage interviendra seule sur le chantier, aucune entreprise ne pourra intervenir pendant cette phase critique et effectuera les mesures libératoires.
- Principes de prévention (R.4412.108 et Ss)
- Réduire l'empoussièrement par des techniques et modes opératoires appropriés :
 - Travail robotisé,
 - Imprégnation à cœur des matériaux par agent mouillant,
 - Démontage des éléments par découpe ou déconstruction.
 - Confiner et réduire la diffusion des fibres à l'extérieur de la zone de travaux :
 - Procédure et moyens de décontamination des intervenants.
 - Eviter la dispersion des fibres et abaisser leur concentration :
 - Abattage des poussières,
 - Aspiration des poussières à la source,
 - Sédimentation continue des fibres en suspension dans l'air,
 - Moyens de décontamination appropriée.
- Moyen de protection collective adapté au niveau d'empoussièrement :
- Respect des règles techniques, mesures de prévention et moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises (arrêté du 08 Avril 2013).
- Signalisation de la zone de travaux :
- Rendue inaccessible aux autres intervenants (affichage du niveau d'empoussièrement et des EPI Obligatoires).
- Organisation du travail :
 - Durée et nombre de vacations, temps de pause....
 - Suivi de l'exposition :
 - Fiche d'exposition à l'amiante des intervenants.
- Traitements des déchets :
 - Conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières pendant leur manutention, leur transport, leur entreposage et leur stockage.
 - Ramassé au fur et à mesure de leur production.
 - Conditionnées dans des emballages appropriés et fermés avec apposition de l'étiquetage réglementaire et respect des règles définies par le code de l'environnement relatives aux dispositions générales en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.
 - Evacués après décontamination hors du chantier aussitôt que possible dès que le volume le justifie.
 - Transportés et éliminés.
- Protection de l'environnement :
- Situation de dépassement du seuil fixé par le code de la Santé Publique (5f/l) dans les bâtiments, les équipements, les installations ou les structures dans lesquels ou dans l'environnement desquels l'opération est réalisée entraîne sans délais :
 - L'arrêt des opérations.
 - La mise en place de mesures correctives et préventives.

Sous-Section 3 = Retrait ou en capsulage d'amiante.

Sous-Section 4 = Travaux susceptibles de provoquer l'émissions de fibres d'amiantes

	Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé		Indice : A
	DIR NORD		Date : 24/05/2024
	Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE		

AUDIT-CONSEIL – FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE

2.12 – Risque relatif à la présence d'HAP :		Concerne :
<ul style="list-style-type: none">○ EN ATTENTE, Les résultats positifs comme négatifs seront disponibles dans les rapports de diagnostics et analyses transmises par le maître d'ouvrage & jointes au DCE ;○ En cas de découverte inopinée, les entreprises respecteront la réglementation en vigueur ;		Tous intervenants Toutes entreprises concernées
<ul style="list-style-type: none">○ Les interventions sur les revêtements routiers entraînent la formation de poussières très fines pouvant atteindre les alvéoles pulmonaires, particulièrement dangereuses lorsqu'elles contiennent des particules de silice cristalline et un taux élevé d'HAP.○ Les taux relevés supérieurs à 500mg/kg exigent une mise en décharge des fraisas○ Voir et respecté les prescriptions des fiches prévention URSIF pour la prévention des risques professionnels dans les travaux routiers :<ul style="list-style-type: none">• Fiche n°1• Fiche n°2• Fiche n°3• Fiche n°4○ Mesures de prévention applicables :○ Réaliser l'évaluation des risques○ Adopter une organisation permettant de réduire le nombre de salariés exposés aux poussières ainsi que la durée d'exposition○ Privilégier les techniques éloignant le plus possible l'opérateur des sources de poussières○ Réduire au maximum le temps de présence à proximité immédiate de la raboteuse○ Maintenir le poste de conduite des engins propre (ne pas utiliser de soufflettes)○ Organiser le nettoyage des vêtements de travail et des EPI non jetables○ Entretenir les machines de façon à :○ Maintenir l'intégrité du compartiment de fraisage○ Maintenir le bon fonctionnement du dispositif d'aspiration lorsqu'il existe○ Maintenir en bon état les capotages sur les convoyeurs des bandes de réception et de déversement○ Maintenir le bon fonctionnement des systèmes d'arrosage de la fraise et des bandes transporteuses○ Mesures de protection collectives :<ul style="list-style-type: none">○ Les travaux de sciage, carottage, rabotage seront fait à l'humide○ Arrosage systématique du tambour de fraisage○ Présence de jupes autour de la zone de fraisage○ Utilisation de machines munies d'un dispositif d'aspiration des poussières au niveau de la zone de fraisage○ Utilisation de machines avec capotage de la bande transporteuse d'évacuation des fraisas○ L'humidification constante des voies de circulation des camions sur les zones rabotées○ Mesures de protection individuelles :<ul style="list-style-type: none">○ En fonction des résultats de l'analyse des risques d'exposition aux poussières de silice et aux particules HAP il sera imposé le port :○ D'appareils de protection respiratoires (APR) utilisés seront à minima de type demi-masque avec filtre P3 ou demi-masque filtrant à usage unique de type FFP3 pour les interventions d'une durée inférieure à 15 minutes○ D'appareils de protection respiratoire (APR) à ventilation assistée à minima demi-masque à ventilation assistée (TM2P), masque complet (TM3P) ou casque ou cagoule à ventilation assistée (TH3P ou TH2P) pour les opérations d'une durée supérieure à 15 minutes○ La durée de port des EPI et les temps de pause sont fixés par l'employeur après avis du médecin du travail○ En cas de non nécessité de port d'un APR, il est recommandé que les opérateurs aient à leur disposition des APR de type FFP3 pour le nettoyage de poste de conduite		

	Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé		Indice : A
	DIR NORD		Date : 24/05/2024
	Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE		

AUDIT-CONSEIL – FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE

2.13 – Risque sanitaire & COVID-19 : Consignes générales	Concerne :
2.13.1 – Respect des gestes barrières : Lavage des mains : <ul style="list-style-type: none"> ○ Lavez-vous très régulièrement les mains pendant 30 secondes 1 fois toutes les heures avec de l'eau et du savon ou utilisez une solution hydroalcoolique ; En cas d'éternuement : <ul style="list-style-type: none"> ○ Couvrez-vous la bouche et le nez avec un mouchoir à usage unique en cas d'éternuement ou de toux ; ○ Sans mouchoir, toussiez ou éternuez dans le pli du coude (pas dans vos mains) ; Dispositifs d'hygiène à usage unique : <ul style="list-style-type: none"> ○ Utilisez des mouchoirs, serviettes à usage unique, jetez-les dans une poubelle fermée et lavez-vous les mains ; Infection des muqueuses : <ul style="list-style-type: none"> ○ Evitez de vous toucher le visage, le nez, les yeux et la bouche, ce sont des portes d'entrée pour les virus ; Contact entre les individus : <ul style="list-style-type: none"> ○ Evitez de serrer la main et de faire la bise ; ○ Contact et déplacements réduits au strict minimum ; Distanciation sociale : <ul style="list-style-type: none"> ○ Maintenez en toutes circonstances une distance d'au moins un mètre avec les autres personnes ; Objets de la vie courante : <ul style="list-style-type: none"> ○ Ne prêtez pas les objets de la vie quotidienne (brosse à dents, téléphone...) ; ○ Ne partagez pas la nourriture, les couverts, les ustensiles et outils ; Nettoyage : <ul style="list-style-type: none"> ○ Nettoyez régulièrement les objets et appareils que vous touchez (téléphone, poignée de porte...) ; En cas de symptômes : <ul style="list-style-type: none"> ○ Restez chez-vous si vous ne vous sentez pas bien ; ○ En cas de fièvre, de toux et de difficultés respiratoires, contactez le SAMU (15) ; 	Tous intervenants Toutes entreprises
2.13.2 – Formation aux gestes barrières : <ul style="list-style-type: none"> ○ L'entreprise est responsable de la santé de ses salariés, chaque entreprise formera l'ensemble des salariés aux gestes barrières, port des masques de protection respiratoires et détection des premiers symptômes covid ; 	Tous intervenants Toutes entreprises
2.13.3 – Contrôle d'accès : <ul style="list-style-type: none"> ○ Refuser l'accès et faire rester chez elle avec port du masque chirurgical toute personne présentant des symptômes ; ○ Il est recommandé également de questionner les salariés lors de la prise de poste (favoriser l'utilisation du « questionnaire santé » fourni dans le guide OPPBTP) ; 	Tous intervenants Toutes entreprises

	Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé	Indice : A
	DIR NORD	Date : 24/05/2024
	Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE	

AUDIT-CONSEIL – FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE

<p>2.13.4 – Moyens de protection, matériel et matériaux :</p> <p>Moyens de protection</p> <ul style="list-style-type: none"> o Lunettes de protection et écran facial (Obligatoire en complément du port du masque de protection respiratoire dans les cas de travail à moins d'un mètre, d'intervention chez un malade du covid19 ou chez une personne à risque de forme grave du covid19, sauf si tous les intervenants présents portent le masque) o Masques de protections respiratoires (chirurgicaux, FFP1, FFP2 ou FFP3) en cours de validité et en nombre suffisant pour la durée du chantier (3 par salarié et par journée de travail) ; o Gants jetables à usage unique pour manipuler les poubelles et pour le nettoyage et la désinfection ; o Gants usuels de travail ; o Mouchoirs à usage unique ; <p>Moyens de se laver et de se décontaminer</p> <ul style="list-style-type: none"> o Savon liquide ; o Eau courante tempérée ou bidon d'eau pour le lavage et clairement identifié ; o Essuie-mains jetables ; o Poubelles à pédale et couvercle pour jeter les consommables d'hygiène après usage ; o Sacs à déchets ; o Gel hydroalcoolique (en complément) ; <p>Moyens de décontamination des surfaces (poignées, clavier, sièges WC, véhicules, engins, outillage...)</p> <ul style="list-style-type: none"> o Lingettes désinfectantes type WIP'Anios ; o Désinfectant de type Javel diluée, alcool à 70°, Anios Oxy'Floor ou Phagosurf ND ; o Accès à l'eau courante tempérée ; <p>Moyens d'évacuation et d'élimination</p> <ul style="list-style-type: none"> o Chaque entreprise est responsable de l'évacuation et de la collecte de ses déchets ; o Elle disposera d'autant de poubelles que nécessaire aux postes de travail ; o L'entreprise décrira dans son PPSPS les moyens et procédures mises en place pour l'évacuation et l'élimination des déchets potentiellement souillés (masques, gants à usage uniques, lingettes désinfectantes, essuie-mains à usage unique...) ; 	<p>Tous intervenants Toutes entreprises</p>
<p>2.13.5 – Désinfection, nettoyage :</p> <ul style="list-style-type: none"> o L'entreprise désignera une personne responsable du nettoyage et de la désinfection de la base vie ; o Port obligatoire des gants à usage unique + masque de protection respiratoire et bottes étanches ; o Respect des prescriptions de sécurité ; o Evacuation des déchets ; 	<p>Entreprise principale</p>
<p>2.13.6 – Communication, affichage & information du personnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> o Chaque entreprise désignera un référent COVID qui sera nommé au PPSPS et facilement identifiable ; o L'entreprise affichera les différentes affiches de prévention liées au Covid-19 dans et à l'extérieur de la base vie cf annexes jointes, en l'absence de base vie un moyen d'information des compagnons devra être mis en place ; o Les personnels à risques élevé seront informés par l'employeur, certaines maladies sont associées à un risque important de développer une forme sévère ; o Toute survenue d'un cas sur un chantier doit être remontée aux compagnons et aux personnes en charge de la prévention ; 	<p>Tous intervenants Toutes entreprises</p>

Le présent mode opératoire vaut aussi pour toute intervention de devis, repérage, conseil et rdv préalable à l'intervention ;
L'entreprise prendra systématiquement l'option de considérer qu'elle intervient chez un particulier malade du covid-19 afin de palier à toute éventualités dans le strict respect des conditions suivantes :

2.14 - Risques liés aux interventions chez les Riverains :

Ne faire intervenir que du personnel salarié (ni apprenti, ni intérimaire) en bonne santé (doivent être exemptés toute personne considérée à risque élevé de développer une forme sévère du covid-19 (**cf chapitre 7.2**) ainsi que toute personne ayant déclaré l'un des symptômes (**cf chapitre 7.1**) dans les 15 jours ouvrés précédant l'intervention) et sur la base du volontariat


Mise à disposition d'un kit de fournitures d'intervention particulier composé de :



- Combinaison jetable ;
- Sur-chaussures ;
- Gants neufs adaptés à la tâche ;
- Masque chirurgical de type II ou IIR (FFP2 ou FFP3) ;
- Lunettes de protection ou écran facial ;
- Gel hydroalcoolique ;
- Lingettes désinfectantes et non nettoyantes ;
- Eau et savon ;
- Essuie-mains jetables ;
- Sac à déchets ;

Respect du mode opératoire suivant :

- Se déplacer en véhicule individuel ;
- Port du masque de protection respiratoire systématique et ce dès la sortie du véhicule quel que soit la distanciation ;
- Les Epi doivent être enfilés sur place dans ou à proximité du véhicule avant toute intervention ou contact avec le particulier et son entourage ;
- Respecter une distance de 1m avec le particulier, son entourage et toute autre personne ;
- Se laver les mains (eau + savon + essuie mains jetable ou gel hydroalcoolique) ;
- Mettre ses gants métiers ;
- Maintenir le particulier et son entourage, à l'écart de la zone d'intervention ;
- Nettoyage et désinfection de la zone d'intervention préalablement aux travaux envisagés ;
- Réalisation des travaux (respect des gestes barrières et des consignes de l'OPPBTP) ;
- Mettre les déchets dans un sac fermé et les emmener ;
- Nettoyage et désinfection de la zone d'intervention pour donner suite aux travaux réalisés ;
- Revenir au véhicule ;
- Enlever les EPI jetables et les jeter dans un sac poubelle fermé ;
- Enlever les EPI réutilisables les mettre dans un sac ou un caisson spécifiquement dédié et propre à chaque salarié, ceux-ci seront correctement désinfecté une fois revenu au dépôt dans une zone spécialement dédiée (le mode opératoire doit être ajouté au document unique de l'entreprise)
- Se laver les mains (eau + savon + essuie mains jetable ou gel hydroalcoolique) ;
- Nettoyage et désinfection des postes de conduite (**cf chapitre 3.2**) ;
- Retour à l'entreprise ;

	Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé		Indice : A
	DIR NORD		Date : 24/05/2024
	Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE		

AUDIT-CONSEIL – FORMATION – COORDINATION SPS – EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE

2.15 - Risques liés aux travaux planifiés et moyens de protections proposés

Attention, les modalités décrites ci-après sont à respecter et prendre en compte en plus du respect des gestes barrières & du respect des prescriptions relatives spécifiquement au covid-19 (en cas de mesures sanitaires gouvernementales)

Travaux à proximité de canalisations et de réseaux existants

Le 24/05/2024



Risques principaux :

- Blessures ;
- Explosion ;
- Electrification ;

Proposition du coordonnateur SPS :

- Prise en compte des résultats des DICT ;
- Repérage sur site et implantation des réseaux existants ;
- Personnel formé aux interventions à proximité de réseaux ;
- Respect de la réglementation AIPR ;
- Port des EPI spécifiques à l'environnement ;

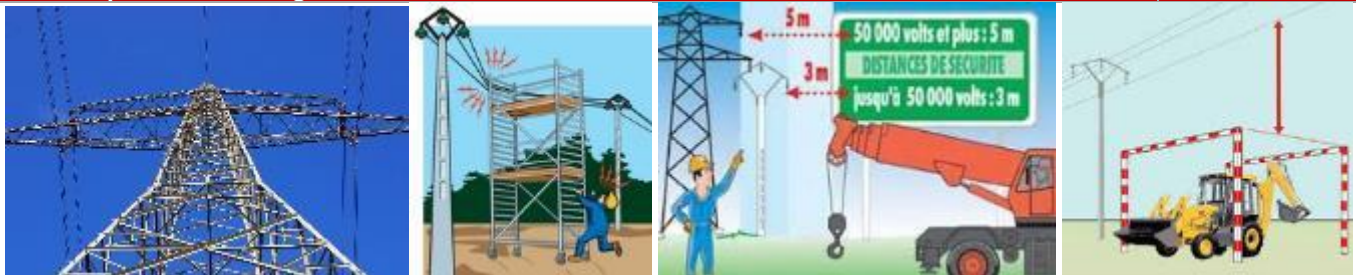
EPI :



Formation(s) :



Travaux à proximité de lignes aériennes sous tension **Le : 24/05/2024**



Risques principaux :

- Electrification ;
- Electrocutation ;
- Contact d'engin ou partie d'engin ;

Proposition du coordonnateur SPS :

- Réunion de concertation avec les concessionnaires ;
- Consignation lorsque c'est possible ;
- Mise en place de gabarits et de portiques ;
- Personnel formé au risque électrique et habilité au sens de l'UTEC 18-510 ;
- Respect des distances d'approche en fonction du domaine de tension ;
- Respect de la réglementation AIPR ;

EPI :



Formation(s) :



	Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé	Indice : A
	DIR NORD	Date : 24/05/2024
	Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE	

AUDIT-CONSEIL – FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE

Travaux exécutés sur et à proximité des voiries existantes et des flux utilisateurs (cycles, piétons, véhicules)

Le : 24/05/2024



Risques principaux :

- Heurts / écrasements ;
- Chutes dans les fouilles ;
- Chutes de plein pied ;
- Chocs-heurts avec les engins, machines et véhicules ;
- Accident de circulation ;

Proposition du coordonnateur SPS :

- Mise en place de déviation routière ;
- Mise en place de circulation alternée par feux tricolores ;
- Déviation du flux piéton, cycles et véhicules lorsque nécessaire ;
- Mise en place de traversée obligatoire, passages protégés provisoires ;
- Signalisation en amont et aux abords du chantier ;
- Délimitation et protection des cheminements piétons riverains et utilisateurs ;
- La largeur des cheminements sera d'1m minimum ;
- Les cheminements seront clôturés ;
- Interdiction d'accès à proximité des travaux ;
- Balisage et fermeture des zones ;
- Mise en place de clôtures de chantier ;
- Pour les travaux en 1/2 chaussée la délimitation des voies se fera par des dispositifs de type BT4, GBA ou clôtures ;
- Maintenir un éclairage constant des circulations ;
- Entretien et drainage des circulations provisoires affectées aux flux utilisateurs ;
- Pose systématique de la signalisation « cyclistes pied à terre » afin d'éviter toute collision avec les piétons ;
- Balisage et signalétique spécifique au site et aux activités d'exploitation (commerces, écoles, cabinets médicaux, transports...) ;
- Mise en place de point de collecte gérés par les entreprises titulaires pour assurer le ramassage des déchets ménagers durant les travaux ;
- Limitation à 10km/h des engins de chantier circulant sur la chaussée lors des phases de chargement et de déchargement (sous balisage et signalisation constante avec mise en place d'un gyrophare et d'une alarme sonore de recul en état de fonctionnement permanent) ;

EPI :



Formation(s) :



Utilisation des circulations provisoires de chantier

Le : 24/05/2024



Risques principaux :

- Heurts / écrasements ;
- Chutes de plein pied ;
- Chocs-heurts avec les engins, machines et véhicules ;

Proposition du coordonnateur SPS :

- Respect des règles de sécurité définies dans le PIC (mis à jour régulièrement) ;
- Maintien en parfait état des circulations ;
- Nettoyage des circulations ;
- Drainage des circulations ;
- Eclairage des circulations ;
- Balisage et signalisation des circulations ;
- Séparation du flux piétons et engins ;
- Aucun stockage dans les circulations ;
- Mise en place d'une signalétique spécifique ;
- Mise en place de passages protégés lors de la traversée des voies chantier par le personnel ;
- Mise en place d'un homme trafic afin de gérer les cycles de livraisons et l'accueil systématique des livreurs ;
- Affichage du plan de circulation et des consignes de sécurité ;

EPI :



Formation(s) :



Utilisation d'engins

Le : 24/05/2024



Risques principaux :

- Accidents matériels et corporels ;
- Collisions ;
- Chutes dans les fouilles ;
- Basculement lors des levées de bennes ;
- Electrisation/ électrocution ;
- Explosion ;
- Exposition fibres d'amiante ;
- Exposition poussières de silice ;
- Exposition aux polluants ;

Proposition du coordonnateur SPS :

- Conformité des engins à jour des vérifications périodiques ;
- Autorisations de conduite du conducteur délivrée et à jour pour la catégorie d'engins concernée ;
- Engins munis d'un gyrophare et d'une alarme de recul en état de fonctionnement ;
- Circulations et accès en conformité avec le PIC ;
- Signalisation des zones à risques de collisions ;
- Présence d'un homme Traffic ;
- Présence d'un guide de manœuvre maîtrisant les gestes conventionnels de guidage lors des manœuvres difficiles ou à faible visibilité ;
- Positionnement de la pelle de manière que les rotations n'empiètent pas sur les voies et respect du code de la route ;
- Les engins seront adaptés au milieu à la tâche et aux risques de l'opération ;
- L'ensemble des conducteurs d'engins et les suiveurs de pelle seront formés et en possession d'une AIPR de niveau opérateur au minimum avec présence d'un titulaire d'une AIPR encadrant salarié de l'entreprise en permanence sur le site ;
- Aucune activité de terrassement ne sera entamée sans analyse préalable des résultats des DT/DICT et éventuelles investigations complémentaires et réception du marquage piquetage initial ;
- Prise en compte systématique des analyses Amiante, HAP et analyses de sol préalable à toute intervention pour mise en place de mesures particulières le cas échéant afin d'éviter toute contamination ;
- Limitation de l'émission des poussières ;
- Présence de kits d'absorption sur le site en permanence ;
- Balisage et mise en sécurité des zones d'intervention ;
- Pas de personnel à pied à proximité des engins ;
- Livraisons et levage de bennes lorsque la stabilité est avérée et à l'axe de la chaussée ;

EPI :



Formation(s) :

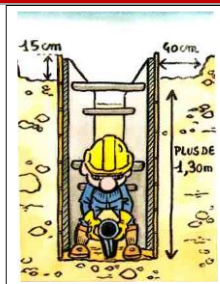


	Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé	Indice : A
	DIR NORD	Date : 24/05/2024
	Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE	

AUDIT-CONSEIL – FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE

Travaux de Terrassement et fouilles

Le : 24/05/2024



Risques principaux :

- Explosion et/ou électrisation lors du terrassement ;
- Ensevelissement lors des travaux profonds ;
- Chocs-heurts avec les engins et machines ;
- Chutes de hauteurs dans les tranchées ;
- Lombalgies lors des manutentions ;
- Circulation des véhicules et engins ;
- Risques liés à la présence d'amiante
- Effondrement ;

Proposition du coordonnateur SPS :

- Signalisation d'approche et de position des travaux y compris dans les rues convergentes.
- Toutes les dispositions doivent être prises pour avoir la connaissance et situation des réseaux existants (demande de renseignements, DICT, plans des concessionnaires ou repérage sur site, sondages manuels).
- Arrêt immédiat des travaux de terrassement en cas de découverte d'engins explosifs, création d'un périmètre de sécurité et demande d'intervention des autorités compétentes.
- Respect des prescriptions des concessionnaires et tout particulièrement lors de travaux dans le voisinage des réseaux gaz et électriques.
- Un opérateur habilité en risques électriques guidera les interventions du conducteur d'engins mécanique dans le voisinage des réseaux électriques.
- Les fouilles dont la profondeur > 1m30 seront blindées sauf si des dispositions sont prises pour assurer une largeur de tranchée > 2/3 de cette profondeur avec un terrassement en biseau conformément à la réglementation
- un talus 2 pour 1 sera exigé.
- Lors de travaux sous la nappe d'eau des dispositions de pompage efficace ou de rabattement de nappe seront prises afin d'assurer la stabilité du sol.
- Sécuriser les fouilles et tranchées ouvertes avec un barriérage rigide (type barrière rigide de 2m).
- Drainage des eaux de pluie durant les travaux.
- Mise en œuvre d'un barriérage en haut de talus à 1m du bord afin de prévenir les travailleurs du risque de chute.
- Blindage des tranchées et respect des largeurs de tranchées ;
- Vérification systématique des moyens d'accès en fond de fouille ;
- Vérification de la mise en place des pompes lorsque nécessaire ;
- Vérification systématique des CACES et autorisation de conduite du personnel ;
- Le guidage des engins en cas de visibilité réduite ;
- Vérification du niveau de bruit sur chantier à l'aide d'un sonomètre ;
- Veille au port des équipements de protection individuelle ;
- Respect de la réglementation AIPR ;

EPI :



Formation(s) :



	Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé	Indice : A	24/05/2024
	DIR NORD	Date :	
	Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE		

AUDIT-CONSEIL – FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE

Travaux de découpes

Le : 24/05/2024



Risques principaux :

- Inhalation de poussières de silice ;
- Coupures ;
- Exposition aux éclats de matériaux ;

Proposition du coordonnateur SPS :

- Lors du percement des enrobés et des découpes béton, l'entreprise s'assurera de la réduction de l'exposition ; des travailleurs aux bruits ;
- Mettra à disposition des salariés tout dispositif permettant de limiter l'émission et l'émanation des poussières ;
- L'utilisation de scies sans dispositif d'humidification est proscrite ;
- Les découpes de pavés se feront sur table uniquement avec adjonction systématique d'eau ;
- Port des EPI spécifiques lors des découpes (protections auditives, oculaires et utilisation de gants) ;

EPI :



Formation(s) :



	Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé	Indice : A
	DIR NORD	Date : 24/05/2024
	Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE	

AUDIT-CONSEIL – FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE

Travaux de pose d'enrobés et de pavage

Le : 24/05/2024



Risques principaux :

- Chocs-heurts avec les engins et machines ;
- Coupures avec le matériel portatif ;
- Poussières dues aux découpes ;
- Déficience auditive (engins - découpage etc ...) ;
- Chimiques (désactivant bétons - émulsions ...) ;
- Écrasement et lombalgies lors des manutentions et manipulations de matériel ;
- Brûlures ;

Proposition du coordonnateur SPS :

- Les entreprises concernées veilleront tout particulièrement à limiter les manutentions manuelles conformément ;
- Les dispositifs individuels sonores doivent être utilisés ;
- Le sciage des matériaux doit être réalisé avec des matériels à jets d'eau pour éviter les poussières ;
- Les fiches de jalonnement seront équipées de capuchon de protection et ne pourront être utilisées que pour l'implantation des ouvrages ;
- Les véhicules et engins seront guidés lors des manœuvres avec visibilité réduite ;
- Respect des zones de voisinages des réseaux existants ;
- Les chambres de tirage de câbles et canalisation seront protégées par des protections stables et efficaces ;
- Lors des travaux en demie chaussée une signalisation lumineuse sera fixée sur les barrières en pleine chaussée ;
- Maintenir un accès pompier ;
- Drainage des eaux de pluie durant les travaux ;
- Port des vêtements haute visibilité classe 2 ou 3 et des EPI ;
- Aucune coactivité lors de la mise en place des enrobés ;

EPI :



Formation(s) :



Travaux de marquage et de signalisation horizontale

Le : 24/05/2024



Risques principaux :

- Accidents corporels ;
- Chute de plein pied ;
- Intoxication ;
- COV ;
- Accident de circulation ;

Proposition du coordonnateur SPS :

- Interventions sous balisage conforme aux guides SETRA chantier mobile ;
- Respect des prescriptions relatives aux travaux sur ou à proximité des voies existantes ;
- Eclairage des postes de travail lors des travaux de nuit avec port systématique des lampes frontales ;
- Port des EPI haute visibilité en permanence avec mise en place d'une vigie ;
- Les fiches de sécurité des produits tels que les décapants et autres substances nocives doivent être à disposition sur le chantier ;
- Des dispositions adaptées telles que les EPI spécifiques doivent être retenues en fonction des produits utilisés ;
- Aucune coactivité lors de l'utilisation de produits nécessitant des EPI spécifiques ne sera tolérée ;
- Les produits avec le taux de CoV le plus bas seront systématiquement privilégiés ;

EPI :



Formation(s) :



	Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé		Indice : A
	DIR NORD		Date : 24/05/2024
	Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE		
AUDIT-CONSEIL – FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE			
Travaux de pose de signalisation verticale et de pose de dispositifs de retenue			Le : 24/05/2024
			
Risques principaux :			
<ul style="list-style-type: none">○ Accidents corporels ;○ Chute de plein pied ;○ Electrisation / Electrocutation ;○ Explosion ;○ Accident de circulation ;			
Proposition du coordonnateur SPS :			
<ul style="list-style-type: none">○ Interventions sous balisage conforme aux guides SETRA chantier mobile ;○ Respect des prescriptions relatives aux travaux sur ou à proximité des voies existantes et des réseaux (AIPR) ;○ Eclairage des postes de travail lors des travaux de nuit avec port systématique des lampes frontales ;○ Port des EPI haute visibilité en permanence avec mise en place d'une vigie ;○ Les fiches techniques des produits doivent être à disposition sur le chantier ;○ Des dispositions adaptées telles que les EPI spécifiques doivent être retenues en fonction des éléments à mettre en place ;			
EPI :			
			
Formation(s) :			
			

Travaux d'ordre électrique

Le : 24/05/20243



Risques principaux :

- Accidents corporels ;
- Chute de hauteur ;
- Electrification / Electrocutation ;

Proposition du coordonnateur SPS :

- Tous les travaux électriques seront effectués par des électriciens ou chargé de travaux en électricité habilités aux risques électriques UTE 18-510 ;
- Les travaux hors tension seront systématiquement privilégiés, dans le cas contraire des mises hors de portées seront mises en œuvre faute de quoi seules les personnes habilitées à travailler sous-tension (recyclage datant de moins de 3 ans) seront autorisées à effectuer ces travaux (titre d'habilitations à tenir à disposition sur le chantier) ;
- Les travaux en hauteur seront limités par l'assemblage et l'équipement des éléments au sol avant le levage ;
- Les têtes de câble en attente de raccordement seront protégées mécaniquement, balisées ou enterrées ;
- Les ouvrages électriques seront consignés physiquement avant toute intervention ;
- Utilisation de nacelle, gazelles ou d'échafaudage lors des interventions en hauteur ;
- Une attestation de consignation devra également être remise à l'entreprise intervenante ;

EPI :




Formation(s) :



	Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé	Indice : A
	DIR NORD	Date : 24/05/2024
	Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE	

AUDIT-CONSEIL – FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE

2.16 – Elévation du personnel :	Concerne :
<ul style="list-style-type: none"> o L'usage des nacelles élévatrices à jour des vérifications périodiques effectuées par un organisme agréé (rapports disponibles sur site), pourra être envisagé pour l'exécution de certains travaux en hauteur. o Les personnes affectées à l'utilisation des nacelles devront disposer de leur autorisation de conduite en cours de validité (2 personnes minimums doivent être affectées à cette fonction) o Des prescriptions particulières devront être mises en œuvre lors de manœuvre dans le voisinage de réseaux électriques aériens conformément aux distances de sécurité définies dans l'UTE C 18-510 en fonction des domaines de tension. o Les engins seront équipés d'alarme sonore de recul et de gyrophare orange en état de fonctionnement permanent 	Tous intervenants Toutes entreprises
2.17 – Echafaudage(s) commun(s) :	Concerne :
<ul style="list-style-type: none"> o Il n'y a pas de lot échafaudage de prévu au marché, la mise en place d'échafaudage en commun pourra être discutée lors des réunions de préparation ; o En cas de nécessité de mise en place d'échafaudages communs, les divers lots concernés indiqueront d'une manière impérative leurs besoins respectifs (durée et phasage, lieu, hauteur) afin de finaliser le choix et l'implantation du matériel lors de la planification du chantier (ancrage compris si nécessaire) ; o Une réception des échafaudages devra être organisée avant l'utilisation entre l'ensemble des entreprises utilisatrices et la société chargée du montage. Une visite hebdomadaire de l'entreprise chargée du montage permettra le contrôle des protections et l'entretien éventuel ; o L'ensemble des intervenants seront formés aux risques lors des travaux en hauteur et au moins un compagnon par équipe sera formé au contrôle journalier d'échafaudage et tiendra à jour le registre des vérifications ; o Utilisation d'échafaudages fixes devront être conformes au plan de montage validé, aux normes en vigueur, montés par du personnel formé et qualifié dans le respect des recommandations CARSAT / OPPBTP éditées à la date de démarrage des travaux, les systèmes « MDS : Montage, Démontage en Sécurité » seront systématiquement privilégiés. 	Tous intervenants Toutes entreprises En cas de mise en place
2.18 – Echafaudage(s) de pied(s) :	Concerne :
<ul style="list-style-type: none"> o L'ensemble des échafaudages de pieds devront être de type « MDS » ; o Conformes aux notices de montage, normes en vigueur ainsi qu'aux prescriptions de la R408 ; o Conçus, montés et vérifiés par du personnel formé et qualifié ; 	Tous intervenants Toutes entreprises
2.19 – Echafaudage(s) roulant(s) :	Concerne :
<ul style="list-style-type: none"> o L'ensemble des échafaudages de pieds devront être de type « MDS » ; o Conformes aux notices de montage, normes en vigueur ainsi qu'aux prescriptions de la R457 ; o Montés et vérifiés par du personnel formé et qualifié 	Tous intervenants Toutes entreprises
2.20 – PIRL(s) :	Concerne :
<ul style="list-style-type: none"> o L'utilisation de dispositifs dit gazelle PIRL ou PIR sera systématique et conforme aux recommandations, normes en vigueur o Soit de norme NF P 93-352 (PIR) et NF P 93-353 pour les PIRL voir fiches prévention OPPBTP n°B5F0309 o Vérifications des PIRL & PIR par une personne compétente désignée par l'employeur : <ul style="list-style-type: none"> • Avant la mise en service • Après modifications ou remplacement d'un élément • Après tout effort anormal ou incident • Tous les 12 mois • Vérification visuelle avant chaque utilisation o Arrêté du 21/12/2004, articles R4534-15 à R.4534-18 du CdT 	Tous intervenants Toutes entreprises

	Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé		Indice : A
	DIR NORD		Date : 24/05/2024
	Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE		

AUDIT-CONSEIL – FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE

3 – Les mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé et les sujétions qui en découlent

- Les entreprises et la maîtrise d'œuvre prendront toutes les mesures nécessaires y compris la prise en compte de l'allongement des délais de chantier afin de permettre des travaux sans aucune co-activité simultanée dans la mesure du possible ;
- En cas d'impossibilité la coactivité sera limitée et des zones d'activité déterminées lors des réunions de chantier ;
- Le travail des entreprises intervenantes sur le site doit être réalisé en décaler dans le temps et dans l'espace pour ne pas avoir de coactivités superposée et non maîtrisées ;
- Le maître d'ouvrage tiendra compte des délais d'intervention des entreprises dans l'établissement de son planning travaux ;
- Des réunions de concertation entre les Maîtres d'Ouvrage détermineront de manières précises les coactivités et les mesures à prendre pour éliminer ou minimiser les risques le cas échéant.
- Dans le cadre d'un chantier soumis à coordination SPS se déroulant au sein d'une entreprise utilisatrice un Pdp devra être établi entre celle-ci et les intervenants

3.1 – Les mesures prises en matière d'interactions sur le site :	Concerne :
3.1.1 - Coactivité et/ou simultanété des risques <ul style="list-style-type: none"> ○ Un décalage des travaux sera prévu en conséquence de manière à laisser intervenir seule l'entreprise causant la gêne concernée. La planification du chantier gèrera à l'avancement du chantier ce type de situation. ○ Les zones de passage seront maintenues propres et libres de tous matériaux, déchets, véhicules en stationnement ou stocks. ○ L'entreprise principale facturera toute manutention nécessaire au dégagement de ces emprises de livraison à l'entreprise fautive après avoir avis le Maître d'ouvrage. ○ Des réunions de concertation entre les Maîtres d'Ouvrage détermineront de manières précises les coactivités et les mesures à prendre pour éliminer ou minimiser les risques en découlant le cas échéant. 3.1.2 - Appareil de levage <ul style="list-style-type: none"> ○ La conduite des appareils de levage sera confiée au conducteur habituel ou à défaut à un conducteur possédant également l'autorisation de conduite correspondant au type de matériel. ○ Les appareils de levage seront à la charge de l'entreprise demandeuse et utilisatrice. 3.1.3 - Travaux superposés <ul style="list-style-type: none"> ○ À l'avancement des travaux, toutes les mesures seront prises pour interdire les travaux superposés sans protection efficace (balisage et protection à mettre en place et à respecter). 3.1.4 - Chutes d'objets <ul style="list-style-type: none"> ○ Les entreprises veilleront à ce que toutes les mesures soient prises pour éviter toute chute de matériel ou matériaux (protection collective, mode opératoire, etc. ...) ; en cas d'impossibilité, l'entreprise concernée devra mettre en place une protection complémentaire au sol (balisage, auvent, interdiction et modification provisoire des accès, surveillance, ...) 	Tous intervenants Toutes entreprises



DIR NORD

Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE

AUDIT-CONSEIL – FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE

3.2 – Gestion des coactivités :**3.2.1 - Mesures arrêtées sur les bases vie (réunion, bureaux, pauses et repas) :**

- Respect de la distance d'un mètre entre les personnes ;
- S'organiser pour être en nombre limité dans les espaces ;
 - Etablir des ordres de passage ;
 - Décaler les prises de poste ;
 - Matérialiser la distanciation sociale ;
 - Réorganiser les circulations ;
- Port systématique du masque de protection respiratoire ;
- Des lieux de pause seront organisés en extérieur ;
- L'accès aux espaces et salles de réunion est limité (affichage des capacités d'accueil) ;
- Mise à disposition de produits désinfectants et de gel hydroalcoolique ;
- Vérification et approvisionnement constant des distributeurs de savon, essuie-mains à usage unique, lingettes désinfectantes et de gel hydroalcoolique (15j de consommation en permanence seront présents sur le site) ;
- L'entreprise responsable de la base vie fournira les consommables d'hygiène pour la maîtrise d'œuvre, d'ouvrage et les contrôles extérieurs lors des réunions ;
- Les installations communes seront aérées et nettoyées à minima deux fois par jour au moyen de désinfectant
- Par du personnel clairement désigné, formé et informé des risques spécifiques ;
- Avec port constant du masque de protection respiratoire, des gants jetables à usage unique et de bottes ;

3.2.1.1 - Durant les repas :

- Usage des réfectoires par roulement ;
- Respect de la distance minimale d'1 m entre les personnes ;
- Nettoyage des réfectoires entre chaque tour de repas (y compris les fours, micro-ondes, réfrigérateurs...) ;
- Lavage systématique des mains à l'eau et au savon avant chaque repas ;
- Utilisation de gamelle et de thermos individuels apportés par chaque compagnon ;
- Seul la réchauffe est autorisée sur le site ;
- Les consignes sanitaires sont affichées et visibles ;

3.2.1.2 - Durant les réunions :

- Toute réunion ne traitant pas d'un problème urgent à traiter sur site devra dans la mesure du possible être réalisée par vidéo-conférence ;
- Respect de la distance minimale d'1 m entre les personnes, en cas d'impossibilité port systématique du masque de protection respiratoire ;
- Ventilation et désinfection des locaux et des surfaces avant et après la réunion par le personnel désigné responsable du nettoyage de la base vie et des installations ;
- Pas de mise à disposition de boissons et ou de collation ;

3.2.2 - Mesures arrêtées durant les trajets et dans les engins :

- Privilégiez le déplacement individuel dans un véhicule personnel ;
- Si plusieurs personnes dans le véhicule (une personne par rang positionnées en quinconce) avec port du masque de protection respiratoire et légère ouverture des fenêtres pour créer une ventilation ;
- Respect de la distance minimale d'1 m entre les personnes en tout point et en tout temps ;
- Désinfection systématique des surfaces à chaque changement d'utilisateur et d'utilisation ;
 - Volant
 - Levier de vitesse
 - Poignées de coffre
 - Portières
 - Comodos
 - Rétroviseurs ...
- Interdiction totale de manger, boire ou de fumer ;
- Chaque salarié sera en possession de son attestation sur l'honneur et de l'attestation de l'employeur en cours de validité ;

3.2.3 - Mesures arrêtées sur l'ensemble du chantier et les postes de travail :

- Se laver les mains régulièrement à l'eau et au savon ou avec du gel hydroalcoolique en utilisant des dispositifs à pompe ;
- Respect de la distance minimale d'1 m entre les personnes, en cas d'impossibilité port du masque de protection respiratoire ;
- Ventilation et désinfection des postes de travail ;
- Interdiction totale de manger, boire ou de fumer ;
- Port des gants de protection en permanence ;
- Désinfection et nettoyage des engins et des outils ;
- Aucune coactivité simultanée ;
- Interdiction des tâches ne permettant pas le respect des gestes barrières ;
- Aucune interaction possible avec les tiers ;

	Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé		Indice : A
	DIR NORD		Date : 24/05/2024
	Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE		

AUDIT-CONSEIL – FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE

3.3 – Approvisionnements & Livraisons :	Concerne :
<ul style="list-style-type: none"> Les lieux et les horaires de livraisons devront être adaptés, un plan de circulation et d'accès sera fourni aux livreurs afin de ne pas accéder aux heures de forte circulation 	Tous intervenants Toutes entreprises

3.4 – Voies, zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales :	Concerne :
<ul style="list-style-type: none"> Affichage à l'entrée de chantier du plan de circulation dans son dernier indice Les entreprises le communiquent à l'ensemble de leurs livreurs, fournisseurs, sous-traitant ; Les circulations communes verticales et horizontales seront aménagées au fur à mesure de l'avancement du chantier en respectant les principes de sécurité et de protection des travailleurs, conformément au code du travail ; 	Entreprise principale
3.4.1 - Circulations horizontales <ul style="list-style-type: none"> Tout entrepreneur devra à tout moment laisser libre l'accès du chantier ainsi que les éventuelles sorties de secours, baliser et protéger les tranchées ouvertes. Les zones de stockage n'empiéteront pas sur les zones de circulation ; Les conducteurs d'engins (levage à la nacelle & assimilé) devront respecter les zones à ne pas survoler avec une charge et notamment toutes les zones de circulation qu'elles soient piétonnes ou réservées aux véhicules ; Les entreprises maintiendront en état de fonctionnement l'ensemble des circulations des personnes, fluides et engins véhicules ; Circulations piétonnes <ul style="list-style-type: none"> Le drainage et l'évacuation des eaux des circulations y compris piétonnes devront être assurés en permanence durant le chantier ; Mise en place de balisage spécifique ; Des accès au poste de travail devront être aménagés notamment pour accéder en fond de fouille ; Utilisation de caillebotis alu, PVC ou gravier si nécessaire ; Les circulations seront aménagées et entretenues tout au long des travaux ; Les cheminements utilisés par le personnel devront être balisés et séparés physiquement des voies où circulent les véhicules et engins ; L'éclairage des zones de circulation devra être suffisant et permettre le travail dans des conditions de sécurité optimales ; L'ensemble des circulations seront en permanence propres et libres de tout obstacle ou danger ; Circulations véhicules & engins <ul style="list-style-type: none"> Tout entrepreneur devra prendre connaissance du règlement de circulation du site (arrêté de la ville de DISTRICT LILLE) ; Le drainage et l'évacuation des eaux de ruissellement devra être assuré en permanence ; Les circulations seront aménagées et entretenues tout au long des travaux ; Les cheminements utilisés par les engins devront être balisés et séparés physiquement des voies où circulent les piétons ; L'éclairage des zones de circulation devra être suffisant et permettre le travail dans des conditions de sécurité optimales ; L'ensemble des circulations seront en permanence propres et libres de tout obstacle ou danger ; Les manœuvres avec visibilité réduite ne devront se faire que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes formées chargées du guidage des opérateurs et de la signalisation, la présence de gyrophares et d'alarme sonore de recul en état de fonctionnement est obligatoire ; Les entreprises devront prendre les mesures nécessaires pour assurer le maintien d'une circulation fluide durant toute la durée des travaux ; Seuls les engins et véhicules munis, gyrophares et signal sonore de recul sont autorisés sur le chantier ; Lors de mauvaises conditions de visibilité, le guidage devra impérativement être assuré par une ou plusieurs personnes (connaissant les gestes conventionnels) chargées du guidage de l'opérateur et de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone ; 	Toutes entreprises

	Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé		Indice : A
	DIR NORD		Date : 24/05/2024
	Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE		

AUDIT-CONSEIL – FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE

3.4.2 - Circulations verticales : Escaliers, plateformes, échafaudages : <ul style="list-style-type: none"> ○ L'ensemble des moyens d'accès verticaux provisoires de chantier devront être vérifiés avant la mise en service par une personne compétente (arrêté du 21 décembre 2004) <ul style="list-style-type: none"> • Examen d'adéquation • Examen de montage • Examen de l'état général de conservation des installations ○ Ces examens devront être ensuite réalisés de manière périodique conformément aux normes, textes et recommandations en vigueur et ou à la suite de tout démontage ou modification de sa configuration ou de son utilisation et à la suite d'une interruption d'utilisation de plus d'un mois. ○ Les vérifications périodiques standard se font tous les 3 mois pour l'examen approfondi de l'état de conservation & quotidiennement pour l'examen de l'état de conservation. ○ Les accès en toiture se feront exclusivement par une tourelle conforme et vérifiée 		Toutes entreprises
Echelles & dispositifs assimilés : <ul style="list-style-type: none"> ○ L'utilisation des échelles, escabeaux et marchepieds comme postes de travail est strictement interdite sur le chantier. ○ Cependant ils peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement offrant une protection collective et qu'il s'agit de travaux de courte durée non répétitif. ○ Lors de cette utilisation, ces équipements devront être utilisés conformément aux dispositions prévues par le code du travail, les normes, réglementations, recommandations en vigueur et fiches OPPBTP : <ul style="list-style-type: none"> • Fixations en partie supérieure ou inférieure des montants • Présence de patins antidérapants • Dépassement du niveau d'accès d'au moins 1,00m • Et ou mise en place d'une crosse de préhension ○ La stabilité et la portance de la surface où se trouvera l'équipement devront être vérifiées 		Toutes entreprises
Escaliers provisoires de chantier : <ul style="list-style-type: none"> ○ Les trémies d'escaliers devront être protégées par des dispositifs de protection collective adaptés à leur utilisation tout au long du chantier jusqu'à la livraison. ○ Des accès provisoires de type escalier de talus devront être mis en place en cas de nécessité 		Toutes entreprises
Accès provisoires : <ul style="list-style-type: none"> ○ Les fouilles seront remblayées le plus rapidement possible afin d'améliorer les accès au chantier et la mise en œuvre des différents matériels. 		Toutes entreprises
Ascenseurs : <ul style="list-style-type: none"> ○ Les cages et trémies d'ascenseurs seront protégées en permanence par des dispositifs normés et indémontables ; 		Sans objet pour l'opération
Recettes à matériaux : <ul style="list-style-type: none"> ○ Seront conformes à la réglementation en vigueur et de type barrières éclusées uniquement ; ○ Leur positionnement sera étudié en phase de préparation de l'opération ; ○ La charge maximale autorisée sera clairement visible et définie ; ○ 2 personnels seront formés, habilités et exclusivement affectés aux approvisionnements par barrières éclusées ; 		Sans objet pour l'opération

3.5 – Conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence avec les appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles :	Concerne :
3.5.1 - Conditions de manutentions mécaniques <ul style="list-style-type: none"> Les appareils de levage et de manutention mus mécaniquement doivent être établis sur une surface d'appui présentant une surface d'appui suffisante et répondre au décret du 08/01/65 abrogé par le décret n°2008-244 du 7 mars 2008. Les appareils de levage ainsi que les appareils devront être vérifiés périodiquement. La conduite des appareils de levage devra être confiée au conducteur disposant d'une autorisation de conduite appropriée. En cas de mauvaise visibilité du conducteur, un chef de manœuvre connaissant les gestes conventionnés de guidage sera désigné. Les conducteurs d'engins prendront toutes les dispositions pour ne pas accrocher les branchements aériens (électricité – Télécom) ; les prescriptions d'approche des câbles électriques, notamment les zones de voisinage seront à respecter strictement, Les zones de survol seront clairement définies et transmises par écrit au grutier ainsi que dans le PPSPS de l'entreprise concernée Prévoir un espace de sécurité de 2 m aménagé, La conduite des appareils de levage devra être confiée au conducteur disposant d'une autorisation de conduite appropriée. En cas de mauvaise visibilité du conducteur, un chef de manœuvre connaissant les gestes conventionnés de guidage sera désigné. Les appareils de levage ainsi que les appareils devront être vérifiés périodiquement 	Tous intervenants
Grue / Camion-grue <ul style="list-style-type: none"> Il sera établi des consignes de manœuvres pour interdire tout survol des zones mitoyennes de chantiers (routes, rues, cheminements piétons, etc....) lors de manutention de charge ou prendre des dispositions empêchant l'accès à ces zones durant ces opérations. Les grues seront équipées d'une signalisation optique et sonore et d'un anémomètre réglé à moins de 72 km/h et permettra au chef de manœuvre d'arrêter immédiatement tout levage. Pour les moyens de levage fixes, l'entreprise devra fournir au Coordonnateur les certificats d'épreuves (statistiques et dynamiques) Des précautions particulières seront prises lors d'opération de levage dans le voisinage de réseaux électriques aériens conformément aux distances définies dans l'UTE 18-510. 	Toutes entreprises
Engins de chantier <ul style="list-style-type: none"> Seuls les engins équipés de clapets anti-retours sont utilisables pour le levage de charge. Seuls les engins munis de gyrophare et d'alarme sonore de recul en état de fonctionnement sont autorisés sur le chantier Les attestations de vérifications périodiques obligatoires ainsi que les carnets d'entretien seront tenues à disposition sur le chantier. 	Tous intervenants
Potence de levage, autres moyens <ul style="list-style-type: none"> D'autres moyens de levage pourront être mis en place ; ils seront conformes aux exigences réglementaires (vérifications périodiques et registres). 	Toutes entreprises
3.5.2 - Conditions de manutentions manuelles <ul style="list-style-type: none"> Les manutentions mécaniques seront privilégiées par rapport aux manutentions manuelles (conformément à la réglementation) qui seront à éviter autant que peu se faire, dans le cas contraire la démarche de prévention comprend : <ul style="list-style-type: none"> L'évaluation des risques (caractéristiques, poids, espaces disponibles, fréquence, distances et durée) L'organisation des postes de travail (méthodes, accessoires de prévention) L'information des opérateurs (poids et centre de gravité de la charge, les charges maxi autorisées) La formation des opérateurs (gestes et postures, protections individuelles) 	Tous intervenants

3.6 – La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses :

Concerne :

- o Les zones de stockage seront limitées et balisées, l'approvisionnement se faisant à l'avancement, le coordonnateur doit avoir libre accès à ces zones de stockage ;
- o Les dispositions prévues pour le stockage des matières ou substances dangereuses seront énoncées dans le PPSPS et devront être validées par le coordonnateur avant leur stockage sur site ;
- o Les bouteilles de gaz devront être stockées dans un abri ventilé (hors bâtiment) ;

Tous intervenants
Toutes entreprises

3.7 – Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres :

Concerne :

- o Les entreprises sont tenues d'évacuer les déchets en décharges publiques, en déchetterie ou de les recycler ;
- o Le brûlage des matériaux est strictement interdit ;
- o Les matériaux issus des excavations seront balisés le temps du stockage provisoire avant l'enlèvement ;
- o L'attention des entreprises est attirée sur l'obligation de prendre toutes les mesures utiles pour éviter que les camions et engins ne salissent les voies de circulation ; dans le cas contraire une signalisation appropriée devra être mise en œuvre et un nettoyage organisé régulièrement ;
- o Les Bons de Suivi des Déchets Industriels (BSDI) devront être établis par l'entreprise responsable ;
- o Les Bons de Suivi des Déchets Amiantés (BSDA) devront être établis par l'entreprise responsable ;

Tous intervenants
Toutes entreprises

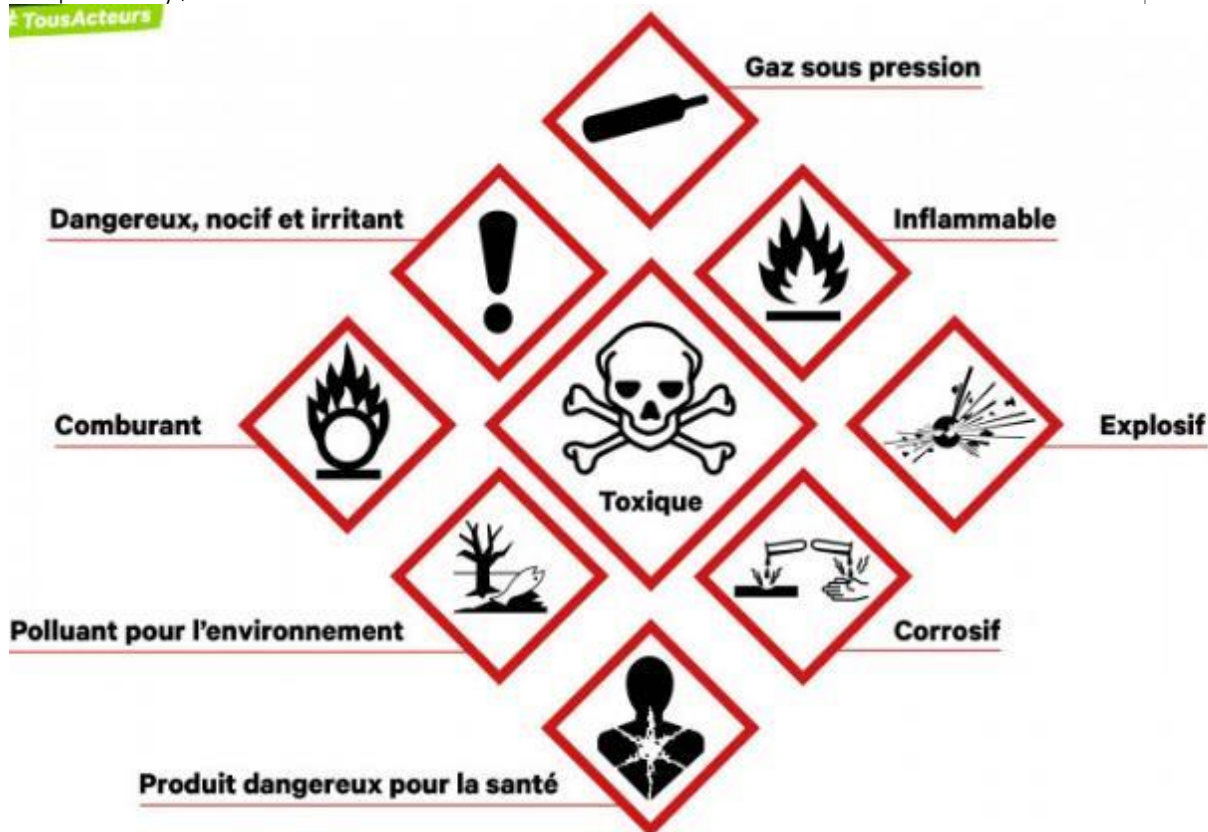
3.8 – Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés :

Concerne :

- o L'utilisation de tels matériaux sera à signaler au maître d'ouvrage et au coordonnateur avant leur emploi ;
- o Les fiches de données sécurité devront être jointes au PPSPS le cas échéant et tenues sur site pendant la durée des travaux (notamment pour les diluants – solvants – résines – peintures) ;

Tous intervenants
Toutes entreprises

Tous Acteurs



	Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé		Indice : A
	DIR NORD		Date : 24/05/2024
	Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE		

AUDIT-CONSEIL – FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE

4 – Les sujétions découlant des interférences avec les activités d'exploitation sur le site, à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

4.1 - Travaux effectués à proximité d'activité d'exploitation en fonction des phases :	Concerne :
<p>4.1.1 - Clôture</p> <ul style="list-style-type: none"> o La zone de travaux est à clôturer ou à baliser conformément au CCTP. o Une clôture rigide sera mise en œuvre afin de séparer la zone de travaux, des avoisinants (coté habitations). Des dispositifs type BT4, K5c ou balais road seront mis en œuvre côté voie de circulation afin de garantir la sécurité des compagnons dans la zone de travaux à proximité de la voie o Toutes les interactions avec les locataires seront protégées afin que le site reste clos en permanence <p>4.1.2 - Circulation</p> <ul style="list-style-type: none"> o Respect des piétons qui restent prioritaire et guidage des engins en marche arrière. o Nota : Une attention particulière sera portée au respect de l'entretien des voies de circulation. o Chaque entreprise devra veiller à l'entretien des voies d'accès et voiries publiques du fait de son intervention. <p>4.1.3 - Grue</p> <ul style="list-style-type: none"> o Sans Objet dans le cadre de la présente opération <p>4.1.4 - Bruit</p> <ul style="list-style-type: none"> o Limitation autant que possible du niveau de bruit extérieur afin de limiter la gêne pour le voisinage et tout particulièrement pour les habitations ; les matériels utilisés devront être conformes à la législation et en bon état de fonctionnement. Des mesures sur site pourront être effectuées. <p>4.1.5 - Effluents</p> <ul style="list-style-type: none"> o Les effluents du chantier devront être déversés dans les collecteurs E.U prévus à cet effet. Les nettoyages des engins ne seront autorisés sur le chantier que si des dispositifs de décantation sont mis en place 	<p>Tous intervenants Toutes entreprises</p>

DIR NORD

Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE

AUDIT-CONSEIL – FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE

5 – Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

**La propreté du chantier est un élément important de sécurité et de productivité.
 Cette tâche est une obligation des entreprises et sera particulièrement surveillée car
 génératrice de risques important.**

5.1 – Nettoyage :

5.1.1 – Nettoyage des installations de chantier

- L'entreprise principale à la charge du nettoyage des locaux communs, il devra être assuré de manière régulière et suivie

5.1.2 – Nettoyage des zones de travail

- Après intervention chaque entreprise assurera quotidiennement le nettoyage de ses zones de travaux et l'évacuation de ses déchets, gravats, chutes et emballage.
- En cas de défaillance constatée, le maître d'œuvre donnera l'ordre à une entreprise d'assurer le nettoyage à la charge de l'entreprise défaillante.

5.1.3 – Nettoyage des voiries

- Les entreprises devront assurer le nettoyage des rues utilisées pour le transport et de déplacement d'engins et matériaux aux alentours du chantier sali par leur intervention.
- Les voies d'accès doivent rester constamment praticables et convenablement éclairées.
- Le nettoyage des accès et sorties du chantier devra être assuré par l'entreprise























5.2 – Gestion des déchets de chantier :

5.2.1 – Incinération et classement des déchets

- Les entreprises devront se rapprocher des services compétents en ce qui concerne l'ensemble des autorisations à obtenir pour le classement et l'enlèvement en décharge des déchets de chantier, pour rappel :
 - DI = déchets inertes ;
 - DIB = déchets inertes banals ;
 - DIS = Déchets industriels spéciaux ;
- Pour les déchets le nécessitant l'entrepreneur concerné fournira aux, MOE, MOA et CSPS une copie des Bons de suivi des déchets :
 - BSDI = Bons de suivi des déchets industriels ;
 - BSDA = Bons de suivi des déchets amiantés ;

5.2.2 – Tri des déchets de chantier et recyclage

- Les bennes utilisées sur le chantier seront régulièrement vidées afin d'assurer une hygiène permanente ;
- Un tri sélectif des déchets de chantier sera mis en place et respecté sur site ou au sein du procès interne de l'entreprise et ce conformément au CCTP ;

MENAGERS	INERTES	DÉCHETS NON DANGEREUX	DÉCHETS DANGEREUX
 Déchets alimentaires	 Béton	 Bois & Palette	 Bois traité (classe C)
 Verre	 Gravat	 Plastique	 Batterie
 Tuile	 Terre	 Revêtement de sol	 Goudron
 Papier & Carton	 Plâtre	 Peinture & Solvant	
 Verrre	 Papier & Carton	 Déchets dang. mélangés Aérosol & Cartouche	
 Brique	 Métaux	 Terre polluée	
 Déchet vert	 Laine minérale	 Amiante	
 Emballage			

6 – Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière.

6.1 - Evacuation rapide de tout blessé grave :

- En cas de blessé grave, appel des pompiers au n° **18**

6.2 - Matériel de premiers secours :

- Il est exigé de toutes les entreprises de munir leur personnel d'une trousse à pharmacie complète comportant au moins :
 - Un coussin hémostatique ;
 - Une couverture iso thermique ;
 - Du matériel de petits soins ;

6.3 – Sauveteur secouriste du travail :

- En application de l'article R 4224-15 du code du travail :
- il faudra impérativement en permanence sur le chantier des Sauveteurs Secouriste du Travail, à jour des recyclages et clairement identifiables (calcul du nombre e fonction de l'effectif) soit à minima :

1 SST par groupe de 5 salariés et au moins 2 SST par entreprise pour le chantier



6.4 – Point de rassemblement Pompiers :

- Le Maître d'ouvrage devra fournir spécifiquement à chaque opération les informations concernant l'existence d'un PSP à l'entreprise et au CSPS ;
- L'entreprise prendra contact avec le SDIS sous validation du Maître d'ouvrage concernant la nécessité de mise en place d'un PSP et son positionnement ;
- L'entreprise principale aura à sa charge la matérialisation de ce PSP sur le site, elle communiquera auprès des autres intervenants par l'intermédiaire du PIC sa position et son n° d'attribution ;

6.5 - Conduite à tenir en cas d'accident du travail :

- Protéger la victime
- Alerter les secours
- Secourir la victime si Sauveteur Secouriste du Travail

				
15	17	18	112	114
SAMU	Police secours	Pompiers	Numéro européen d'urgence	Urgences par SMS

ATTENTION SEUL LE 112 PEUT ETRE COMPOSER DEPUIS UN MOBILE VEROUILLE

SOS mains Lille :

03 59 75 57 55

Centre antipoison Lille :

0800 59 59 59

Tout incident grave ou accident (avec ou sans arrêt) devra être signalé immédiatement au Coordonnateur SPS :

Mr DEDRYVER JULIEN - 06 87 79 16 17

7 – Covid-19 Symptômes et Personnels à risque élevé

7.1 - Symptômes :

- o Liste non exhaustive des symptômes pouvant être associés au covid-19 :
 - Une fièvre ou sensation de fièvre ;
 - Des signes respiratoires, comme une toux, un essoufflement ou une sensation d'oppression dans la poitrine ;
 - Des maux de tête, courbatures, une fatigue inhabituelle ;
 - Une perte brutale de l'odorat (sans obstruction nasale), une disparition totale du goût, ou une diarrhée ;
 - Dans les formes graves : des difficultés respiratoires pouvant mener jusqu'à une hospitalisation en réanimation voire au décès ;

7.2 - Personnes à risque important et forme sévère du Covid-19 :

Le covid-19 peut se présenter sous forme sévère pouvant nécessiter une hospitalisation en service de réanimation voire la mort, les personnes dont l'état de santé présente un risque de développer une forme sévère du covid-19 sont celles souffrant de :

- o Maladies respiratoires chroniques
- o Insuffisances respiratoires chroniques
- o Mucoviscidose
- o Insuffisance cardiaque
- o Maladies des coronaires
- o Antécédents d'accident vasculaire cérébral
- o Hypertension artérielle
- o Insuffisance rénale chronique dialysée
- o Diabète de type 1 et de type 2
- o Les femmes enceintes
- o Les personnes souffrant d'obésité avec un IMC égal ou supérieur à 40
- o Les personnes souffrant de maladie hépatique chroniques avec cirrhose
- o Les personnes avec une immunodépression :
 - Pathologies cancéreuses et hématologiques
 - Transplantation d'organes
 - Maladies inflammatoires et / ou auto-immunes recevant un traitement immunodépresseur
 - Personnes infectées par le VIH

Ces personnes doivent impérativement rester à leur domicile, en arrêt de travail :

- o Le salarié reste chez lui et limite les contacts avec les autres personnes
- o Le salarié ne se déplace pas chez le médecin sans un contact téléphonique préalable ou prise de contact directement avec le SAMU
- o Le salarié informe directement sa hiérarchie.

CORONAVIRUS
Ce qu'il faut savoir ?

**LES
INFORMATIONS
UTILES**



0 800 130 000 (appel gratuit)

gouvernement.fr/info-coronavirus

COMMENT SE PROTÉGER ET PROTÉGER LES AUTRES ?



Lavez-vous très
régulièrement les mains



Toussiez ou éternuez
dans votre coude ou
dans un mouchoir



Utilisez un mouchoir
à usage unique et jetez-le

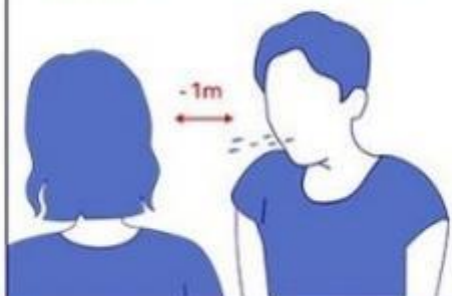


Saluez sans se serrer la main,
évitiez les embrassades.

COMMENT SE TRANSMET LE CORONAVIRUS ? (09/03/2020)

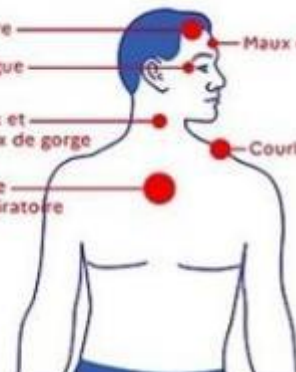
• Par la projection
de gouttelettes

• Face à face pendant
au moins 15 minutes



QUELS SONT LES SIGNES ?

Fièvre — Maux de tête
Fatigue —
Toux et maux de gorge —
Gêne respiratoire — Courbatures



	Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé		Indice : A
	DIR NORD		Date : 24/05/2024
	Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE		

AUDIT-CONSEIL – FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE

8 - Que faire si un salarié déclare les symptômes ou est dépisté positif au Covid-19 sur le lieu de travail

8.1 – La personne présente de symptômes :

- Isoler la personne et contacter le SAMU au 15 ;
- L'inviter à garder son masque de protection respiratoire ;
- Si elle n'en porte pas quel que soit la raison, l'inviter à respirer à travers un linge ou un mouchoir et lui faire apporter un masque chirurgical sans délais ;
- Eviter tout contact étroit, ne pas la déséquiper ;
- Lister les personnes qui l'ont côtoyé de façon rapprochée (1mètre) et prolongée (+15 minutes) depuis l'apparition des symptômes et dans les 24heures qui précèdent ;
- Eloigner les autres personnes présentes ;
- Attendre l'arrivée des secours et suivre leurs instructions ;

8.2 - Le rôle du SST portant assistance, comment porter assistance et se protéger :

1 - La personne qui porte assistance se protège :

- Porter des lunettes de protection, des gants jetables et un masque chirurgical FFP2 ;
- Se laver les mains avec eau et savon ou lotion hydroalcoolique ;
- Conserver des lingettes désinfectantes pour nettoyer les surfaces en contact ;
- Se doter d'un sac à déchets ;

2 – En attendant la désinfection de la zone et avant de se déséquiper, la personne qui porte assistance s'assure de :

- Signaler et matérialiser chaque surface souillée ;
- Déterminer avec le gestionnaire du site les installations à neutraliser (climatisation, ventilation, escaliers, ascenseurs...) ;
- Condamner à titre de précaution les locaux non techniques (salle de pause, réfectoires, toilettes, bureaux...)

3 – La personne qui à porter assistance se déséquipe :

- Se munir d'un sac ;
- Retirer les lunettes de protection ;
- Retirer le masque ;
- Retirer les gants en veillant à ne pas toucher la surface extérieure ;
- Mettre le tout dans un sac plastique et le fermer ;
- Placer ce sac dans un deuxième sac qu'elle ferme à son tour ;
- Abandonner le tout sur place jusqu'à la désinfection ;
- Se frictionner les mains avec une solution hydroalcoolique ;

8.3 – Les personnes en contact :

- Isoler les personnes identifiées comme ayant été en contact avec le potentiel malade ;
- Les déséquiper suivant la même procédure que la personne ayant porté assistance ;
- Leur faire porter un masque chirurgical ;
- Suivre les mesures gouvernementales pour la mise en quarantaine et le dépistage d'une éventuelle contamination ;

- **Réglementation** : l'entreprise est tenue d'appliquer dans toute sa rigueur, la réglementation définie par le code du travail, ainsi que les décrets, lois et textes qui le complètent ;
- **Inspection** : l'entreprise doit être en mesure de présenter à tout moment, quels que soient ses effectifs, les registres obligatoires prescrits par le code du travail et les derniers textes en vigueur ;
- **Pouvoir** : le coordonnateur et le maître d'œuvre peuvent interdire l'entrée du site à tout personnel, notamment pour insubordination, défaut de probité, inobservation de la réglementation et des prescriptions. L'entreprise ne sera déliée d'aucune obligation par l'interdiction d'entrée d'un membre de son personnel et est tenue de compléter son équipe conformément à l'état de la main d'œuvre dont elle a besoin ;

	Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé		Indice :	A
	DIR NORD		Date :	24/05/2024
	Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE			

AUDIT-CONSEIL – FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE

9 - Modalités de coopération entre entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants

9.1 - Modalités de coopération avec le maître d'ouvrage :

9.1.1 - Obligations des entreprises envers le maître d'ouvrage

- o L'ensemble des entreprises ayant recours à de la sous-traitance doivent impérativement transmettre les éléments suivants : PGCSPPS de l'opération, le PPSPS du titulaire ainsi que son inspection commune.
- o L'entrepreneur doit impérativement faire déclarer ses sous-traitants au maître d'ouvrage et au coordonnateur.
- o Les sous-traitants n'interviendront qu'après obtention de l'agrément du maître d'ouvrage et réalisation de l'inspection commune avec le CSPPS et la remise du PPSPS.

9.1.2 - Pénalités

- o L'intervention sur le chantier sans diffusion du PPSPS au Coordonnateur SPS, ni réalisation de l'inspection commune entraînera l'application des pénalités prévues par le Maître d'Œuvre pour non remise de document.
- o L'expulsion immédiate de l'entreprise concernée pourra être demandée, si cette dernière ne respecte pas les règles élémentaires pour assurer la sécurité de son personnel, ne respecte pas les installations communes et le travail des autres entreprises.
- o Il sera veillé à ce que l'ensemble des intervenants mettent en œuvre les obligations qui leur incombent
- o Aucun intervenant ne recevra l'aval du CSPPS pour intervention sans que celui-ci n'ait transmis et fait valider son PPSPS par le coordonnateur et qu'il ait effectué son inspection commune sur le site.

9.2 - Inspection commune :

- o Chaque entrepreneur, employeur ou travailleur indépendant devra réaliser l'inspection commune entre le CSPPS et le conducteur effectif des travaux avant toute intervention, à charge de l'entrepreneur de prévenir le CSPPS.
- o Un délai de prévenance incompressible de 10 jours ouvrés devra être respecté.
- o Les chauffeurs livreurs prestataires seront accueillis par le chef de chantier et sont dispensés d'inspection commune ;

9.3 - Réunion sécurité :

- o Le coordonnateur aura la possibilité de provoquer une réunion exceptionnelle de sécurité dans le cas d'un accident ou d'une situation de danger grave constatée, cette réunion aura pour objet l'analyse des causes et les dispositions immédiates à respecter, l'ensemble des entreprises convoquées devront être représentées.

9.4 - Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé :

- o Conformément à la loi du 31/12/1993 et au décret du 26/12/2014, chaque entrepreneur travaillant sur l'opération est tenu d'établir un PPSPS, le PPSPS sera préétabli après l'inspection commune entre le coordonnateur SPS et l'entrepreneur ;
- o Le Maître d'Œuvre transmet le PGCSPPS à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGCSPPS servira de base à l'établissement du PPSPS ;
- o La mise à jour du PPSPS, avant d'engager les travaux, devra tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS ;
- o L'ensemble des entreprises et sous-traitants ont obligation de rédaction du PPSPS pour les opérations de catégorie I, II & III comportant des travaux à risques particuliers ;
- o Le PPSPS devra être transmise par mail au format *.pdf au CSPPS à l'adresse suivante sps@sge.fr;
- o Il sera également pour plus de sécurité demandée aux indépendants et prestataires un document équivalent ;
- o Il est rappelé aux intervenants leurs obligations de délais pour la réalisation des PPSPS ;
- o Chaque entreprise, y compris les travailleurs indépendants et les sous-traitants de service, est soumise à l'obligation de fournir au coordonnateur réalisation, son PPSPS dans les 30 jours après la notification de son contrat (pour les entreprises principales), ce délai est porté à 8 jours pour les sous-traitants de second œuvre dont les travaux ne comportent pas de TRP ;
- o Rappel au titulaire et sous-traitants de rang 1 de leur obligation de transmission vis à vis de leurs sous-traitants pour qu'ils puissent rédiger leurs PPSPS en se basant sur les interactions des autres corps d'état et les analyses des risques des lots principaux ;
- o Le PPSPS de chaque entreprise doit tenir compte du PPSPS ainsi que des interférences éventuelles dues aux autres corps d'état ;
- o Il sera rappelé que le PPSPS du lot principal doit impérativement être transmis aux organismes de prévention concernés : OPPBTP, CARSAT, IT(DIRECCTE) dont les coordonnées figurent dans le présent PGCSPPS, ainsi que ceux de toutes les entreprises dont les travaux comportent des travaux à risques particuliers ;
- o La transmission devra se faire par lettre recommandée avec accusé de réception dont une copie devra être transmise par mail au format *.pdf au coordinateur SPS sps@sge.fr;
- o Le PPSPS de chaque entreprise doit être consultable sur le chantier à la demande des organismes tels que l'inspection du travail, la CARSAT, l'OPPBTP, la médecine du travail et le CSE de l'entreprise ;
- o Le PPSPS devra évoluer si nécessaire au fur et à mesure de l'avancement des travaux ;
- o Le PPSPS est conçu pour être un véritable outil de prévention des risques, il doit être commenté au personnel de chantier (y compris intérimaires chaque personnel devra apposer sa signature sur le PPSPS du chef de chantier de l'entreprise) ;

DIR NORD

Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE

AUDIT-CONSEIL – FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE

Annexe 1 : hygiène et sécurité installations provisoires de chantier

Installations d'accueil sur les chantiers		Durée du chantier		Observations, cas particuliers	Code du Travail
		> 4 mois	< 4 mois		
Tous Locaux		■	■	Aérés, éclairés et chauffés tenus en état de propreté constant	L. 4221-1
			■	- Si les locaux fixés ne sont pas adaptés, possibilité d'utiliser des véhicules de chantier spécialement aménagés à cet effet, qui doivent pouvoir répondre aux mêmes besoins - Pour un chantier de travaux souterrains, le local-vestiaire doit se trouver au jour - Le local en sous-sol n'est toléré qu'exceptionnellement, à défaut d'autre solution. Il n'est accepté que s'il est possible de l'aérer et de l'éclairer convenablement, et de le tenir en état constant de propreté.	D. 8/01/65 art. 187 et 188
Local Vestiaire	Armoires vestiaires	■	■	Ininflammables, à 2 compartiments	D. 8/01/65 art. 187 R. 4228-6
			■	Si le chantier est trop exigu pour des armoires, possibilité de les remplacer par des patères en nombre suffisant	D. 8/01/65 art. 187
	Sièges	■	■	En nombre suffisant (1 par salarié ou bancs)	D. 8/01/65 art. 187 R. 4228-6
Local réfectoire (Dés que des salariés prennent leur repas sur le chantier)	Tables & Chaises	■	■	En nombre suffisant, nettoyage après chaque repas	D. 8/01/65 art. 190
	Appareil de réchauffage ou de cuisson	■	■	Chauffe-gamelle, cuisinière ou micro-ondes avec consignes d'utilisation	D. 8/01/65 art. 190
	Eau potable fraîche et chaude	■	■	* Un robinet pour 10 usagers conseillé (obligatoire dès que 25 salariés prennent leur repas)	R.4228-22 R 4228-23 R 4228-24
	Garde-manger ou réfrigérateur	■	■	* Réfrigérateur conseillé	D. 8/01/65 art. 190
Eau Potable	Pour la boisson	■	■	Eau potable fraîche, 3 litres au moins par jour et par travailleur	D. 8/01/65 art. 191
Sanitaires	Lavabos	■	■	Lavabos, 1 au moins par 10 travailleurs ou système de rampes équivalent	R 4228-7
	Eau pour se laver	■	■	Eau courante à température réglable	R 4228-7
			■	- Si l'eau courante est impossible, possibilité de raccorder un réservoir, avec quantité suffisante - Si possible, l'eau doit être à température réglable	D. 8/01/65 art. 189
	Moyens de nettoyage, séchage ou essuyage	■	■	Savon liquide adapté, rouleaux tissu ou sècheirs électriques adaptés	D. 8/01/65 art. 189 R 4228-7
Cabinets d'aisance (WC, urinoirs)		■	■	- Un cabinet et un urinoir pour 20 (ou 2 cabinets) papier hygiénique - Un cabinet au moins avec poste d'eau	D. 8/01/65 art. 192 R.4228-10 à R 4228-15
Douches		■	■	* Installation conseillée Une douche pour 8 personnes est obligatoire pour les travaux insalubres ou salissants, définis par décrets	R.3121-2 R 4228-8 R 4228-9

Annexe 2 : Exemple fiche de secours et d'évacuation (à afficher dans la base vie)



En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18

Pompiers

112

Centre d'appels secours et dites...

15

Samu

1 Ici chantier

À (commune ou arrondissement)

N° Rue

En face de

Téléphone

2 Précisez la nature de l'accident

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...

Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.

Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...

3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

4 Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

5 Fixez un point de rendez-vous

et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

6 Faites répéter le message

Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste **à jour** mentionnant leur **nom** doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.



DIR NORD

Travaux routiers / autoroutiers – A25 - RN41 - RN227 - RN356 à DISTRICT LILLE

AUDIT-CONSEIL – FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE

Annexe 3 : Fiche d'harmonisation du PPSPS

SGE SERVICES - AUDIT-CONSEIL - FORMATION - COORDINATION SPS - EXPERTISE & CONTROLE TECHNIQUE - MAITRISE D'ŒUVRE

CSPS – HARMONISATION PPSPS			
Date :			
Maitrise d'ouvrage :			
Typologie :			
Adresse :			
Niveau opération :			
1 – Informations sur le document :			
Entreprise :			
Sous-traitante de :			
Indice du document :			
Rédacteur :			
2 - Analyse	OUI	NON	SO
COVID-19			
<ul style="list-style-type: none"> Prise en compte des mesures de protection nécessaires pour la lutte contre le covid 19 			
Renseignements généraux sur l'opération :			
<ul style="list-style-type: none"> Informations sur le document (rédacteur, indice, date de rédaction) Qualification, adresse, niveau de l'opération & typologie de chantier Coordonnées de la MOA, MOE, du CSPS et des organismes de prévention 			
Renseignements généraux sur l'entreprise et son intervention :			
<ul style="list-style-type: none"> Coordonnées complètes de l'entreprise (y compris de sa conduite d'opération : GSM, mail, fixe...) Date de démarrage et durée prévisible des travaux devant être effectués par l'entreprise Effectif prévu sur le chantier ainsi que son évolution en fonction des phases de l'opération Organigramme opérationnel de l'entreprise sur le site Horaires de travail Accès au site et transport du personnel Recours à la sous-traitance & liste des travaux sous-traités En cas de sous-traitance, fournir les coordonnées complètes du ou des sous-traitants de rang 1 & 2 (en cas de non-attribution lors de la rédaction du PPSPS, un nouvel indice sera produit dès la notification des sous-traitants) 			
Travaux effectués par l'entreprise :			
<ul style="list-style-type: none"> Description des travaux effectués par l'entreprise Mode opératoire envisagés pour la réalisation des travaux Matériels et engins prévus pour la réalisation des travaux Qualifications, formations, habilitations et autorisations du personnel devant intervenir sur l'opération EPI obligatoires 			
Analyse des risques et mesures de prévention :			
<ul style="list-style-type: none"> Analyse des risques propres aux travaux effectués par l'entreprise & moyens de prévention mis en place Analyse des risques Exportés aux autres entreprises sur le chantier & moyens de prévention mis en place Analyse des risques Importés par les travaux effectués par les autres intervenants & moyens de prévention mis en place Rappel des principes généraux de prévention 			
Hygiène et conditions de travail :			
<ul style="list-style-type: none"> PIC : plan des installations de chantier Locaux vestiaires mis à disposition du personnel Locaux réfectoire mis à disposition du personnel Locaux sanitaires et d'hygiène mis à disposition du personnel 			
Secours et évacuation :			
<ul style="list-style-type: none"> Consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades Mesures prises pour assurer le transport vers un établissement hospitalier Matériel médical (armoire à pharmacie, trousse de secours, infirmerie ...) Liste nominative des SST de l'entreprise présents en permanence sur le site (à jour de recyclage) Présence d'une fiche type en cas d'urgence complétée pour le chantier présentant un rappel des premières consignes et les numéros d'appels d'urgence 			
3 - Remarque(s) :			
4 - Visa(s) du CSPS :			
<p><i>Sans remarques des entreprises concernées dans les 24h après l'envoi du présent rapport, celui-ci sera considéré comme définitif</i></p> <p><i>*TRP = Travaux à risques particuliers soumis à coordination SPS au sens de l'arrêté du 25/02/2003</i></p>			